



Gazette officielle de Québec

(PUBLIÉE PAR LE GOUVERNEMENT DE LA PROVINCE)

Quebec Official Gazette

(PUBLISHED BY THE PROVINCIAL GOVERNMENT)

PROVINCE DE QUÉBEC

QUÉBEC, SAMEDI 2 AOÛT 1947

PROVINCE OF QUEBEC

QUEBEC, SATURDAY, AUGUST 2nd, 1947

AVIS AUX INTÉRESSÉS

Règlements

1° Adresser toute correspondance à: l'Imprimeur du Roi, Québec.

2° Transmettre l'annonce dans les deux langues officielles. Lorsque celle-ci est transmise dans une seule langue, la traduction en est faite aux frais des intéressés, d'après le tarif officiel.

3° Spécifier le nombre d'insertions.

4° Payer comptant et avant publication le coût des annonces, suivant le tarif ci-dessous. Cependant, exception est faite lorsque ces annonces doivent être publiées plusieurs fois. L'intéressé doit alors acquitter la facture sur réception et avant la deuxième insertion: sinon, cette dernière insertion est suspendue, sans autre avis et sans préjudice des droits de l'Imprimeur du Roi qui rembourse, chaque fois, s'il y a lieu, toute somme versée en plus.

5° L'abonnement, la vente de documents, etc., sont strictement payables d'avance.

6° Toute remise doit être faite à l'ordre de l'Imprimeur du Roi, par chèque visé, par mandat de banque ou mandat-poste.

7° La *Gazette officielle de Québec* est publiée le samedi matin de chaque semaine; mais l'ultime

NOTICE TO INTERESTED PARTIES

Rules

1. Address all communications to: The King's Printer, Quebec.

2. Transmit advertising copy in the two official languages. When same is transmitted in one language only, the translation will be made at the cost of the interested parties, according to official rates.

3. Specify the number of insertions.

4. Cash payment is exacted for advertising copy before publication, according to the rates hereinbelow set forth. Exception being made when the said advertising copy is to be published several times. The interested party shall then pay upon reception of his account and before the second insertion: otherwise this last insertion will be suspended without further notice and without prejudice as regards the rights of the King's Printer, who refunds, in all cases, over payment, if any.

5. Subscriptions, sale of documents, etc., are strictly payable in advance.

6. Remittance must be made to the order of the King's Printer, by accepted cheque, by bank or postal money order.

7. The *Quebec Official Gazette* is published every Saturday morning; but the final delay for

délai pour la réception des avis, documents ou annonces, pour publication, expire à midi, le jeudi à condition que l'un des trois derniers jours de la semaine ne soit pas un jour férié. Dans ce dernier cas, l'ultime délai expire à midi, le mercredi. Les avis, documents ou annonces reçus en retard sont publiés dans une édition subséquente. De plus, l'Imprimeur du Roi a le droit de retarder la publication de certains documents, à cause de leur longueur ou pour des raisons d'ordre administratif.

8° Toutes demandes d'annulation ou toutes remises d'argent sont soumises aux dispositions de l'article 7.

9° Si une erreur typographique se glisse dans une première insertion, les intéressés sont priés d'en avertir l'Imprimeur du Roi avant la seconde insertion, et ce afin d'éviter, de part et d'autre, des frais onéreux de reprise.

Tarif des Annonces, Abonnements, etc.

Première insertion: 15 cents la ligne *agate*, pour chaque version, (14 lignes au pouce, soit 266 lignes par page, pour les deux versions).

Insertions subséquentes: 5 cents la ligne *agate*, pour chaque version.

La matière tabulaire (listes de noms, de chiffres, etc.) est comptée double.

Traduction: 50 cents des 100 mots.

Exemplaire séparé: 30 cents chacun.

Feuilles volantes: \$1 la douzaine.

Abonnement: \$7 par année.

N. B.—Les chiffres placés au bas des avis ont la signification suivante:

Le premier chiffre réfère à notre numéro d'ordre; le deuxième à celui de l'édition de la *Gazette* pour la première insertion; le troisième à celui du nombre d'insertions, et la lettre "o" signifie que la matière n'est ni de notre composition ni de notre traduction. Les avis publiés une seule fois ne sont suivis que de notre numéro d'ordre.

L'Imprimeur du Roi,
REDEMPTI PARADIS.

Hôtel du Gouvernement. Québec, 27 juin 1940.
17227 — 1-52

receiving notices, documents or advertising copy, for publication, expires at noon on Thursday, provided that none of the three last days of the week be a holiday. In the latter case, the ultimate delay expires at noon on Wednesday. Notices, documents or advertising copy not received on time, will be published in a subsequent edition. Moreover the King's Printer is entitled to delay the publication of certain documents, due to their length or for reasons of administration.

8. Any demands for cancellation or any remittances of money are subject to the provisions of article 7.

9. If a typographical error occurs in the first insertion, the interested parties are requested to advise the King's Printer before the second insertion, so as to avoid, for both parties, onerous costs of republishing.

Advertising Rates, Subscriptions, etc.

First insertion: 15 cents per *agate* line, for each version, (14 lines to the inch, namely 266 lines per page, for both versions).

Subsequent insertions: 5 cents per *agate* line, for each version.

Tabular matter (list of names, figures, etc) at double rate.

Translation: 50 cents per 100 words.

Single copies: 30 cents each.

Slips: \$1. per dozen.

Subscriptions: \$7. per year.

N. B.—The figures at the bottom of notices have the following meaning:

The first figure refers to our document number; the second to that of the edition of the *Gazette* for the first insertion; the third the number of insertions, and the letter "o" signifies that the copy was neither our composition nor our translation. Notice published but once are followed only by our document number.

REDEMPTI PARADIS,

King's Printer.

Government House. Québec, June 27th, 1940.
17227 — 1-52

Lettres patentes supplémentaires

Alliance Investment Corporation of Canada

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires en date du onze juin 1947, à la compagnie "Alliance Investment Corporation of Canada", ratifiant son règlement N° XXVIII diminuant son capital-actions autorisé par l'annulation de 4,888 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$100 chacune qui ont été remboursées par la compagnie.

Daté du bureau du Procureur général, le 11 juin 1947.

L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS.

Associated Distributors Co.

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres

Supplementary Letters Patent

Alliance Investment Corporation of Canada

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the eleventh day of June, 1947, were issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec to the company "Alliance Investment Corporation of Canada", ratifying its by-law No. XXVIII reducing its authorized capital stock by the cancellation of 4,888 preferred shares of the par value of \$100, each which have been redeemed by the company.

Dated at the office of the Attorney General, this 11th day of June, 1947.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

Associated Distributors Co.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the sixth day of June, 1947, were issued by the Lieutenant-Governor of the

patentes supplémentaires en date du six juin 1947, à la compagnie "Associated Distributors Co.", ratifiant son règlement N° 23 augmentant son capital de \$20,000 à \$30,000 par la création de 100 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$100 chacune, et énumérant les privilèges attachés aux dites actions privilégiées.

Daté du bureau du Procureur général, le 6 juin 1947.

L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS.

Everite Automotive Radiators Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. Alfred Morisset, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q., 1941, des lettres patentes supplémentaires, en date du 18 juin 1947, à la compagnie "Cartier Manufacturing Limited", constituée en corporation par lettres patentes en date du 31 mai 1923, ratifiant: 1° son règlement N° XIII réduisant son capital de \$49,000 à \$19,600 en réduisant de \$100 à \$40 la valeur au pair des 490 actions qui composent son capital; 2° son règlement N° XIV changeant le nom de la compagnie en celui de "Everite Automotive Radiators Limited".

Daté du bureau du Procureur général, le 18 juin 1947.

L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS.

Garage Madore Limitée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes supplémentaires, en date du 30 juin 1947, changeant le nom de la compagnie "Rimouski Motor Sales, Limited", constituée en corporation par lettres patentes en date du 6 août 1946, en celui de "Garage Madore Limitée".

Daté du bureau du Procureur général, le 30 juin 1947.

L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS.

Grant-Mills Limited

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires en date du vingt-neuf mai 1947, à la compagnie "Grant-Mills Limited", ratifiant son règlement N° XII amendant les lettres patentes d'incorporation de la compagnie en modifiant les privilèges attachés aux actions privilégiées qui constituent une partie de son capital et subdivisant et convertissant 330 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$100 chacune en 6,600 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$5 chacune.

Daté du bureau du Procureur général, le 29 mai 1947.

L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS.

Hy Deckelbaum Ltd.

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gou-

Province of Quebec to the company "Associated Distributors Co.", ratifying its By-Law No. 23 increasing its capital stock from \$20,000. to \$30,000. by the creation of 100 preferred shares of the par value of \$100. each, and enumerating the privileges attaching to the said preferred shares.

Dated at the office of the Attorney General, this 6th day of June, 1947.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

Everite Automotive Radiators Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the eighteenth day of June, 1947, were issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. Alfred Morisset, in conformity with section 2, chapter 276, R.S.Q., 1941, to the company "Cartier Manufacturing Limited", incorporated by letters patent dated May 31, 1923, ratifying: 1° its By-Law No. XIII decreasing its capital from \$49,000 to \$19,600 by reducing from \$100 to \$40 the par value of the 490 shares which form its capital stock; 2° its By-Law No. XIV changing the name of the company into that of "Everite Automotive Radiators Limited".

Dated at the office of the Attorney General, this eighteenth day of June, 1947.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

Garage Madore Limitée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the thirtieth day of June 1947, were issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, changing the name of the company "Rimouski Motor Sales, Limited", incorporated by letters patent dated August 6, 1946, into that of "Garage Madore Limitée".

Dated at the office of the Attorney General, this thirtieth day of June, 1947.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

Grant-Mills Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 29th day of May, 1947, were issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec to the company "Grant-Mills Limited", ratifying its By-Law No. XII amending the letters patent of incorporation of the company by modifying the privileges attaching to the preferred shares which form part of its capital stock and subdividing and converting 330 preferred shares of the par value of \$100 each into 6,600 common shares of the par value of \$5 each.

Dated at the office of the Attorney General, this 29th day of May, 1947.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

Hy Deckelbaum Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the sixteenth day of June

verneur de la province de Québec, représenté par M. Alfred Morisset, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q., 1941, des lettres patentes supplémentaires en date du seize juin 1947, changeant le nom de la compagnie "J. & H. Deck Corporation Ltd.", constituée en corporation par lettres patentes en date du 24 février 1945, en celui de "Hy Deckelbaum Ltd."

Daté du bureau du Procureur général, le 16 juin 1947.

L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS.

Intercity Airlines Company

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires en date du onze juin 1947, à la compagnie "Intercity Airlines Company", ratifiant son règlement N° 18: 1°) convertissant les 18,000 actions ordinaires de la compagnie, d'une valeur au pair de \$5 chacune, en actions sans valeur au pair; 2°) augmentant le capital de la compagnie par la création de 10,000 actions additionnelles sans valeur nominale ou au pair; 3°) étendant les pouvoirs de la compagnie et fixant à \$150,000 le montant avec lequel la compagnie continuera ses opérations.

Daté du bureau du Procureur général, le 11 juin 1947.

L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS.

Laiterie Sanitaire Limitée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes supplémentaires, en date du 2 juin 1947, à la compagnie "Laiterie Sanitaire, Limitée", ratifiant un règlement augmentant son capital de \$20,000 à \$40,000 par la création de 200 actions ordinaires additionnelles d'une valeur au pair de \$100 chacune.

Daté du bureau du Procureur général, le 2 juin 1947.

L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS.

L. O. Roy Limitée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes supplémentaires, en date du 19 juin 1947, changeant le nom de "La Compagnie Roy & St-Gelais Limitée", constituée en corporation par lettres patentes en date du 31 août 1945, en celui de "L. O. Roy Limitée".

Daté du bureau du Procureur général, le 19 juin 1947.

L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS.

Louvicoourt Goldfield Corporation (Libre de responsabilité personnelle)

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires en date du deux juillet 1947, à la compagnie "Louvicoourt Goldfield Cor-

poration", 1947, were issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr Alfred Morisset, in conformity with article 2, chapter 276, S.R.Q., 1941, changing the name of the company "J. & H. Deck Corporation Ltd.", incorporated by letters patent dated February 24th, 1945, into that of "Hy Deckelbaum Ltd."

Dated at the office of the Attorney General, this 16th day of June, 1947.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

Intercity Airlines Company

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the eleventh day of June, 1947, were issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec to the company "Intercity Airlines Company", ratifying its By-Law No. 18: 1°) converting the 18,000 common shares of the company, of a par value of \$5 each, into shares without par value; 2°) increasing the capital stock of the company by the creation of 10,000 additional shares without nominal or par value; 3°) extending the powers of the company, and fixing the amount with which the company will carry on its operations to \$150,000.

Dated at the office of the Attorney General, this 11th day of June, 1947.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

Laiterie Sanitaire Limitée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the second day of June, 1947, were issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to the company "Laiterie Sanitaire, Limitée", ratifying a By-Law increasing its capital from \$20,000 to \$40,000 by the creation of 200 additional common shares of a par value of \$100 each.

Dated at the office of the Attorney General, this second day of June, 1947.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

L. O. Roy Limitée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the nineteenth day of June, 1947, were issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, changing the name of "La Compagnie Roy & St-Gelais Limitée", incorporated by letters patent dated August 31, 1945, into that of "L. O. Roy Limitée".

Dated at the office of the Attorney General, this nineteenth day of June, 1947.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

Louvicoourt Goldfield Corporation (No Personal Liability)

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the second day of July, 1947, were issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec to the company "Louvicoourt Goldfield Corporation" (No Personal Liability),

puration" (Libre de responsabilité personnelle), ratifiant son règlement N° 18, augmentant son capital-actions de \$3,000,000 à \$3,500,000 par la création de 500,000 actions ordinaires additionnelles d'une valeur au pair de \$1 chacune.

Daté du bureau du Procureur général, le 2 juillet 1947.

L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS.

Salaison Mont-Laurier Limitée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes supplémentaires, en date du 16 juin 1947, à la compagnie "Salaison Mont-Laurier Limitée", ratifiant son règlement N° 17, augmentant son capital de \$99,000 à \$175,000 par la création de 760 actions privilégiées additionnelles d'une valeur au pair de \$100 chacune, et énumérant les privilèges attachés à ces actions privilégiées.

Daté du bureau du Procureur général, le 16 juin 1947.

L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS.

Westmount Holdings Ltd.

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. Alfred Morisset, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q., 1941, des lettres patentes, supplémentaires en date du dix-neuf juin 1947, à la compagnie "Westmount Holdings Ltd." en vue d'étendre ses pouvoirs.

Daté du bureau du Procureur général, le 19 juin 1947.

19899 L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS.

ratifying its By-Law No. 18, increasing its capital stock from \$3,000,000 to \$3,500,000 by the creation of 500,000 additional common shares of the par value of \$1. each.

Dated at the office of the Attorney General, this 2nd day of July, 1947.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

Salaison Mont-Laurier Limitée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the sixteenth day of June, 1947, were issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to the company "Salaison Mont-Laurier Limitée", ratifying its By-Law No. 17, increasing its capital from \$99,000 to \$175,000 by the creation of 760 additional preferred shares of a par value of \$100 each, and enumerating the privileges attaching to the said preferred shares.

Dated at the office of the Attorney General, this sixteenth day of June, 1947.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

Westmount Holdings Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 19th day of June, 1947, were issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr Alfred Morisset, in conformity with article 2, chapter 276, R.S.Q., 1941, to the company "Westmount Holdings Ltd.", for the purpose of extending its powers.

Dated at the office of the Attorney General, this 19th day of June, 1947.

19899-o L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

Arrêtés en Conseil

ARRÊTÉ EN CONSEIL CHAMBRE DU CONSEIL EXÉCUTIF

Numéro 1197

Québec, le 24 juillet 1947.

Présent : Le Lieutenant-Gouverneur en Conseil.

CONCERNANT une convention collective de travail relative aux employés de la "Canadian Car & Foundry Company Limited", usines Turcot et Dominion.

ATTENDU que, conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec 1941, chapitre 163 et amendements), les parties ci-après mentionnées ont présenté au Ministre du Travail une requête à l'effet de rendre obligatoire la convention collective de travail intervenue entre :

D'UNE PART :
"Canadian Car & Foundry Limited",

Et, D'AUTRE PART :
L'Association des Employés des Usines Turcot et Dominion,
pour l'employeur et les salariés des métiers et oc-

Orders in Council

ORDER IN COUNCIL CHAMBER OF THE EXECUTIVE COUNCIL

Number 1197

Quebec, July 24, 1947.

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNING a collective labour agreement relating to the employees of the Canadian Car & Foundry Limited, Turcot and Dominion Works

WHEREAS, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Quebec 1941, chapter 163 and amendments), the parties hereafter mentioned have submitted to the Minister of Labour a request to render obligatory the collective labour agreement entered into between :

ON THE ONE PART :
Canadian Car & Foundry Company Limited,

And, ON THE OTHER PART :
Association of Employees Turcot and Dominion Works,
for the employer and the employees of the crafts

occupations visées, suivant les conditions décrites dans la *Gazette Officielle de Québec*, édition du 14 juin 1947;

ATTENDU que les dispositions de ladite requête ont acquis une signification et une importance prépondérantes pour l'établissement des conditions de travail dans l'industrie, les métiers et les occupations visées et dans la juridiction territoriale indiquée dans ladite requête;

ATTENDU que les dispositions de la Loi ont été dûment suivies en ce qui touche la publication des avis;

ATTENDU qu'aucune objection n'a été formulée contre son approbation;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la proposition de l'honorable Ministre du Travail:

QUE ladite requête soit acceptée conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec 1941, chapitre 163 et amendements) avec, toutefois, les nouvelles dispositions suivantes tenant lieu des conditions décrites dans la *Gazette Officielle de Québec*, édition du 14 juin 1947.

I. *Définitions*: Dans le présent décret, le mot "employé" désigne tout salarié appartenant aux groupes, catégories ou classes de salariés embauchés par la "Canadian Car & Foundry Company Limited".

II. *Juridiction territoriale*: Le présent décret s'applique exclusivement aux usines Turcot et Dominion de la "Canadian Car & Foundry Company Limited".

III. *Juridiction professionnelle*: Le présent décret s'applique à tous les employés payés à un taux horaire, embauchés pour des opérations manufacturières relatives à la fabrication des wagons de chemins de fer, à passagers ou à marchandises, d'autobus, de tramways, de carrosseries pour livraison spéciale, de wagonnets industriels ainsi que leurs accessoires et à tout autre genre de travail que l'employeur entreprend de manifester dans lesdites usines, et s'applique aussi à tous les employés payés à un taux horaire en rapport avec ces produits manufacturés.

IV. *Heures de travail*: a) La semaine régulière de travail est de quarante-cinq (45) heures répartie en jours ou périodes de neuf (9) heures, du lundi au vendredi inclusivement à l'exception:

1) De tous les préposés à l'entretien dont la semaine régulière de travail est de quarante-neuf (49) heures répartie en cinq jours et demi (5½). Cette clause s'applique aussi aux salariés de toute autre classification qui peuvent être requis d'exécuter du travail semblable à celui qu'ils exécutent normalement, mais pour des fins d'entretien d'urgence.

2) Des préposés aux gicleurs et aux systèmes de chauffage dont la semaine régulière de travail est de cinquante-six (56) heures.

3) Des policiers et des gardes dont la semaine régulière de travail est de soixante (60) heures.

b) Tout travail exécuté en dehors des heures régulières de toute équipe doit être considéré comme du travail supplémentaire.

c) L'employeur peut, en tout temps, lorsque les conditions l'exigent, instituer le système de la triple équipe de huit heures sans autre discussion. Dans ce cas, la semaine régulière de travail pour les trois équipes est de six périodes de huit heures chacune.

V. *Retards*: a) Une déduction de quinze (15) minutes est faite à tout employé pour tout retard excédant trois (3) minutes dans une même période d'un quart d'heure. Tout employé qui commence le travail avec un retard de plus d'une demi-heure doit fournir le nombre d'heures régu-

and occupations concerned, according to the conditions described in the *Quebec Official Gazette* issue of June 14, 1947;

WHEREAS the provisions of the said request have acquired a preponderant significance and importance for the establishing of working conditions in the industry, the crafts and occupations concerned and in the territorial jurisdiction indicated in the said request;

WHEREAS the provisions of the Act have been duly observed as regards the publication of notices;

WHEREAS no objection has been made against its approval;

IT IS ORDAINED, therefore, on the recommendation of the Honourable Minister of Labour:

THAT the said request be accepted pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Québec 1941, chapter 163 and amendments) with, however, the following new provisions to be substituted for the conditions described in the *Quebec Official Gazette*, issue of June 14, 1947.

1. *Definition*: In the present decree, the word employee designates any employee belonging to groups, categories or classes of employees employed by the Canadian Car & Foundry Company Limited.

II. *Territorial jurisdiction*: The present decree applies exclusively to the Turcot and Dominion Works of the Canadian Car & Foundry Company Limited.

III. *Professional jurisdiction*: The present decree applies to all hourly rated employees engaged in manufacturing operations pertaining to the making of Railway, Passenger and Freight Cars and Busses, Tramways and Special Delivery Cars, Industrial Cars and Accessories thereof and any other type of work which the employer undertakes to manufacture in said plants, and to all hourly rated employees incidental to the manufacture thereof.

IV. *Hours of work*: a) The standard work week is one of forty-five (45) hours, divided into days or shifts of nine (9) hours each, Monday to Friday inclusive, with the exception of:

1) All maintenance employees whose standard work week is one of forty-nine (49) hours consisting of five and one-half (5½) days. This clause shall also cover employees from any other classification who may be called upon to do work similar to their normal duties but for emergency maintenance purposes.

2) Sprinkler and heating system attendants whose standard work week is one of fifty-six (56) hours.

3) Police and Guards, whose standard work week is one of sixty (60) hours.

b) Time worked in excess of the standard working hours in any one shift shall be considered as overtime.

c) The employer may, at any time, when conditions so require, institute three eight-hour shifts without further discussion. If this is done, the standard work week for the three shifts will be one of six eight-hour shifts.

V. *Late Starting*: a) Late starting shall be penalized to the extent of fifteen (15) minutes for lateness in excess of three (3) minutes in each quarter-hour. Any employee starting more than one-half hour late shall be required to work the standard number of hours for that shift before

lières de son équipe avant de pouvoir bénéficier du taux des heures supplémentaires. Un employé n'est pas sensé commencer son travail avant l'expiration de la période de déduction. Ceci ne s'applique pas aux employés à la pièce qui doivent commencer leur travail aussitôt qu'ils sont requis de le faire.

b) L'employeur doit prendre les dispositions nécessaires en vue de donner à l'avance aux employés un avis de tout changement dans les heures régulières de travail. Tout employé non averti qui s'est rendu à son travail à l'heure régulière et qui n'est pas requis de travailler avec l'équipe commençant à cette heure et pour lequel on ne trouve aucun travail, doit recevoir une rémunération équivalente à deux heures de travail pour défrayer ses frais de transport et payer le temps perdu. Cependant, lorsque l'employeur ne peut éviter ce changement dans les heures de travail, l'employé n'a droit à aucune rémunération.

c) Les employés de l'équipe de nuit peuvent être requis d'exécuter leur neuf heures de travail la veille d'une fête chômée (sans rémunération supplémentaire) et de prendre leur congé la nuit suivante qui est comptée comme fête légale.

d) Les employés payés à un taux horaire soumis au décret et travaillant sur une équipe autre que l'équipe régulière doivent recevoir un boni de cinq cents (\$0.05) de l'heure pour chaque heure de travail fournie entre 7.00 p.m. et 7.00 a.m. Les heures de travail de l'équipe régulière sont de 7.00 a.m. à 7.00 p.m. Ceci ne s'applique pas aux employés dont la semaine régulière de travail est de cinquante-six (56) heures ou plus, ni aux employés exécutant du travail à la pièce. En ce qui concerne les employés de la fonderie, le boni de cinq cents (\$0.05) est payé tel que convenu entre les parties signataires à la convention ratifiée par le présent décret et selon les conditions existantes.

VI. Travail supplémentaire: a) Tout travail exécuté en plus des heures régulières de travail stipulées à l'article IV est considéré comme du travail supplémentaire et doit être rémunéré au taux de salaire et demi par rapport au taux régulier. Tout travail exécuté en plus de douze heures dans une équipe, quelle qu'elle soit, doit être rémunéré au taux de salaire double par rapport au taux régulier. Les salariés qui travaillent le dimanche doivent être rémunérés à raison du double du salaire régulier. La période pendant laquelle salaire double doit être payé est de minuit le samedi à minuit le dimanche. Ces dispositions ne s'appliquent pas toutefois aux surveillants des arroseurs automatiques, aux préposés au chauffage, aux constables et aux gardiens. Le taux de salaire et demi est payable aux surveillants des arroseurs automatiques et aux préposés au chauffage pour tout travail exécuté en plus de cinquante-six (56) heures dans une semaine; aux constables et aux gardiens pour tout travail exécuté en plus de soixante (60) heures dans une semaine.

Cependant le taux pour travail supplémentaire ne s'applique pas au travail à la pièce, excepté lorsque les employés qui ont travaillé durant les heures régulières aux taux du travail à la pièce sont requis de fournir du travail supplémentaire pour l'exécution d'opérations payées au taux du jour, cesdits employés devant alors être payés au taux du salaire supplémentaire déterminé. Si toutefois, les travailleurs à la pièce sont requis de travailler (à la pièce) le dimanche, ils doivent recevoir le double de leur taux à la pièce.

b) Tout travail exécuté les jours suivants doit être rémunéré au taux de salaire double: le Premier de l'An, le Vendredi Saint, le 24 mai, la

his overtime rate becomes effective. No employee coming into work, will be expected to start work until the penalty period has expired. This will not apply to piece workers who will be required to start work immediately, if requested to do so.

b) The employer shall take reasonable steps to give employees advance notice of any change or cancellation of their regular working hours. Any employee not so notified, who has reported for his work at regular starting time and is not required to work on this shift for which he has reported and for whom no work can be found, shall be paid two hours time at regular hourly rate to compensate him for transportation and loss of time, but where such change in working hours is due to causes beyond the employer's control, the employee shall not be entitled to receive payment.

c) Men working on night shift may be required to work their nine-hour shift the night before a legal holiday (for which no premium is to be paid) and take the following night off as the legal holiday.

d) Hourly rated employees covered by the decree and working on shifts other than the regular day shift will receive an extra five cents (5c) per hour bonus for every hour worked between the hours of 7.00 p.m. and 7.00 a.m. The regular day shift shall be between the hours of 7.00 a.m. and 7.00 p.m. This does not apply to employees whose standard work week is fifty six (56) hours or over, nor does it apply to employees on Piece work. Regarding foundry employees, the payment of five (5c) cents per hour bonus shall be as arranged between the signatory parties to the agreement ratified by the present decree depending upon the prevailing conditions.

VI. Overtime: a) Overtime shall be paid at the rate of time and one half the regular hourly rate after the standard working hours as stipulated in section VI. Double time the regular hourly rate shall be paid after 12 hours have been worked on any one shift. Employees working on Sunday shall be paid double time the regular hourly rate. The period during which the double time applies shall be from midnight Saturday to midnight Sunday. This, however, does not apply to Heating System and Sprinkler Attendants, Police and Guards: Heating System and Sprinkler Attendants shall be paid time and one half after fifty-six (56) hours have been worked in one week; Police and Guards after sixty (60) hours have been worked in one week.

Piece work, however, shall be excluded from overtime rates excepting cases where employees who have worked the regular hours at piece work rate and are requested to work overtime at day rate, then such employees will be paid the regular overtime rate as stipulated. If, however, piece workers are called upon to work piece work on Sunday, such employees will receive double their piece work earnings.

b) Any time worked on the following days shall be paid for at double time: New Year's Day, Good Friday, May 24, St. Jean Baptiste

Saint-Jean Baptiste, la Confédération, la fête du Travail, le jour d'Actions de Grâces et le jour de Noël. La période durant laquelle le taux de salaire double s'applique est de 7.00 a.m. à 7.00 a.m. le lendemain. Toutefois, dans le cas des employés de la fonderie, la période rémunérée au taux de salaire double est celle déterminée après entente entre l'employeur et les employés. Le but de cette clause est d'assurer la continuité du travail dans la fonderie avec un minimum de contretemps. Cette clause ne s'applique pas aux préposés au chauffage, aux surveillants des arroseurs automatiques, aux constables et aux gardiens.

Les employés habituellement obligés de travailler les jours de fête et les dimanches ont droit à un jour de congé durant la semaine comme compensation pour ce travail. Toutefois, si ces employés doivent travailler pendant ledit jour de congé, le travail ainsi exécuté est considéré comme du travail supplémentaire et doit être rémunéré au taux de salaire et demi.

c) Advenant le cas où un jour qui doit être observé en vertu de la loi ou du décret, comme l'un des jours fériés mentionnés au paragraphe "b" du présent article tombe un dimanche, le travail exécuté ce jour-là doit être payé au taux de salaire déterminé audit paragraphe "b".

d) Les employés payés à la pièce travaillant les dimanches et les jours de fête doivent être payés au double du montant à la pièce.

VII. *Retenues sur salaires:* Les retenues sur les salaires, autres que celles prévues par la loi, par arrêté ministériel ou par les règlements du gouvernement ne peuvent être faites que si une autorisation à cette fin a été signée par les employés.

VIII. *Classement a)* Le classement des employés, conformément à la classification établie dans le décret doit être effectué par l'employeur. Au cas de contestation relative à tout classement, l'employé intéressé a le droit de soumettre son cas à une réunion du comité qui décide si oui ou non cet employé est en droit d'exiger la classification qu'il doit mériter.

b) Si un employé désire être versé d'un département à un autre, il doit soumettre une demande écrite à l'employeur à cet effet, et ce, en dehors de ses heures de travail. Il lui est permis d'en discuter avec le contrôleur, le contremaître ou le chef du département. Si le dossier de cet employé justifie un tel changement, s'il a la qualification requise et s'il y a une vacance dans le département dans lequel il désire être versé, son cas doit être étudié à fond avant qu'on considère l'embauchage d'un nouvel employé. Cependant, un employé qui est ainsi versé, à sa demande, dans un autre département, perd tout droit d'ancienneté qu'il a pu accumuler dans le département où il travaillait avant sa permutation.

IX. *Coopération:* Toutes les parties à la convention rendue obligatoire par le présent décret, s'engagent à collaborer étroitement en vue d'assurer aux usines de l'employeur une production continue et un plein rendement.

X. *Vacances payées:* Les vacances payées sont accordées selon les règlements établis par l'employeur; une copie de ces règlements doit être affichée dans les usines.

XI. *Nature de l'emploi:* Lorsque les taux du travail à la pièce sont définitivement établis ils doivent demeurer en vigueur à moins qu'un changement d'outillage ou de fonctionnement ne justifie une modification de taux. Lorsque les taux

Day, Dominion Day, Labour Day, Thanksgiving Day and Christmas Day. The period during which the double time rate applies shall be from 7 a.m. to 7 a.m. the following day. However, in connection with foundry employees, the period during which the double time rate applies shall be as arranged between the employer and the employees, the purpose for this being so that continuity of work in the Foundry Department can be carried out with a minimum of inconvenience. The foregoing does not apply to Heating System, Sprinkler Attendants, Police and Guards.

Employees whose occupation usually calls upon them to work statutory holidays and Sunday shall be given one day off during the week to compensate them for this time. If, however, these employees are called upon to work on their regular day off, this shall constitute overtime and they shall be paid time and one half their regular hourly rate.

c) Any day declared by statute or by the decree to be observed as one of the holidays mentioned in subsection "b" of the present section in the event of any of them falling on Sunday, shall be paid for at the rate stipulated in the said subsection "b".

d) Employees working on piece work on Sundays and legal holidays shall be paid double their piece-work earnings.

VII. *Pay deductions:* Deductions from wages, except those required by law, order in Council or Government regulations, shall be made only upon authority signed by the employees.

VIII. *Rating: a)* The rating of the employees, in accordance with the classification of the decree, shall be done by the employer. In case of disagreement over rating, the employee concerned will have the right to state his case at a meeting of the committee which will decide the said employee is entitled or not to the classification which he believes he deserves.

b) In the event of an employee wishing to transfer from one Department to another, he may file with the employer on his own time, an application for such transfer. He may also confer with this Supervisor, Foreman or Head of department concerning his desire. If the employee's record merits such a change and he has the necessary qualifications, and there is a position open in the department into which he wishes to be transferred, full consideration shall be given to said employee before a new employee is hired to fill the vacancy. It is understood that any employee who is transferred at his own request to another department will only accumulate seniority status in the department to which he has transferred, and cannot claim seniority in the department from which he transferred.

IX. *Co-operation:* All parties to the agreement rendered obligatory by the present decree hereby commit themselves to the fullest co-operation with the object of maintaining efficient and uninterrupted production in the shops of the employer.

X. *Vacations with pay:* Vacations will be granted in accordance with established Company policy; copy of such policy to be posted in Shops.

XI. *Nature of employment:* When piece-work prices have been definitely established, they shall remain in effect unless change of equipment or medium of operation justifies revision. In any case of change of piece-work rates, employees

de travail à la pièce sont modifiés, les employés concernés doivent être avisés de la date et de la raison de tel changement.

XII. Permis d'absence: L'employeur peut accorder à un employé un permis d'absence non payée jusqu'au maximum de soixante (60) jours si une raison suffisante est fournie.

XIII. Paiement de salaires: a) Les salaires doivent être payés avant midi, chaque jour de paye, dans les deux usines.

b) La cédule des taux de salaires est la suivante pour chacune des différentes classifications de salariés ci-après mentionnées:

QUALIFICATIONS REQUISES DANS LES CLASSES ET GRADES SUIVANTS

Classe "A": comprend tout employé qui est très expérimenté dans le travail requis par sa classification particulière et qui peut en exécuter les opérations avec un haut degré de précision, d'habileté et de productivité, sans direction et selon les dessins et devis requis si nécessaire.

Classe "B": comprend tout employé qui est expérimenté dans le travail requis par sa classification et qui peut exécuter différentes opérations avec un haut degré de précision et d'habileté, mais qui n'a pas la productivité requise pour lui permettre de faire partie de la classe "A".

Classe "C": comprend tout employé qui a une connaissance et une expérience limitées dans son travail qui a besoin de direction et de surveillance et qui n'a pas la précision, l'habileté et la productivité requises pour lui permettre de faire partie d'une classification supérieure.

Grades: les grades sont donnés en tenant compte des années de service, de l'habileté, de la ponctualité et des besoins des départements:

Grade 1: comprend tout employé qui possède au moins trois ans d'expérience et qui peut exécuter son travail avec précision, efficacité et sûreté tout en requérant un minimum de direction.

Grade 2: comprend tout employé qui possède au moins un an d'expérience et dont l'habileté de productivité est suffisante pour lui garantir ce grade.

Grade 3: comprend tout employé qui a moins d'un an d'expérience.

Le mot "improver" désigne l'employé qui a acquis une certaine expérience mais qui a besoin d'une direction et d'une surveillance étroite et qui n'a pas les connaissances et l'habileté requises pour lui permettre d'être placé dans la classe "C".

Le mot "élève" désigne l'employé qui a au moins trois mois d'expérience et qui a acquis assez de connaissances et d'habileté pour exécuter une opération ne requérant qu'une demi-habileté et exigeant une direction immédiate.

Le mot "aide" désigne l'employé qui est assigné à une classification définie en rapport avec la fabrication d'un produit, qui doit travailler sous direction immédiate et qui n'a pas l'habileté requise pour pouvoir être placé dans une classification régulière de métier.

Le mot "manœuvre" (général) désigne tout employé qui exécute un travail non classifié ou défini reconnu comme travail général, tel que le déplacement et le transport du matériel, le chargement et le déchargement des wagons ou autres travaux divers requis.

Ouvrier sur la construction: Lorsqu'un employé doit exécuter un travail considéré comme construction nouvelle, tel que défini dans le décret relatif aux métiers de la construction et du bâtiment, cet employé doit être payé au taux du salaire établi dans ledit décret de la construction.

affected will be notified of the date and reason of change.

XII. Leave of absence: They employer may grant a leave of absence without pay to any employee requesting same for good and sufficient reason, to a maximum of sixty days.

XIII. Payment of wages: a) Wages shall be paid at both plants before noon hour of every pay day.

b) The Range of Wage Rates shall be the following for each one of the several classifications hereinafter specified.

QUALIFICATIONS NECESSARY FOR CLASSIFIED & GRADED OCCUPATIONS

Class "A": An employee who is thoroughly experienced in the work of his specific classification and can perform any operation pertaining to his classification with a high degree of accuracy, productivity and skill without direction from others and can work directly from drawings and/or specifications if his occupation calls for same.

Class "B": An employee who is experienced in the work of his classification and can undertake any type of moderately difficult work with a high degree of accuracy and skill, but has not the productivity to warrant a class "A" degree.

Class "C": An employee with a limited amount of knowledge and experience in his work and requires direction and supervision and has not the accuracy, productivity and skill to warrant being graded upward.

Graded occupations: Grading will be done in accordance with length of service, ability, punctuality and department requirements:

Grade 1: An employee who has had at least three years experience in the occupation and can perform his duties with accuracy, efficiency, reliability and a minimum of direction.

Grade 2: An employee who has had at least one year experience in the occupation and whose production ability is such as to warrant the grade.

Grade 3: An employee who has had less than one year experience.

The word "improver" means an employee who has gained a certain amount of experience, but requires close direction and supervision and has not acquired sufficient knowledge and skill to warrant a Class "C" degree.

The word "learner" means an employee who has had at least three months experience and has gained sufficient knowledge and ability to work in a semiskilled occupation in his department under direct supervision.

The word "helper" means, an employee who is assigned to a defined classification in connection with the actual production of the product, under direct supervision and who has insufficient ability to warrant being classified in a regular trade occupation.

The word "labourers" (general) means workers in any department not otherwise specifically classified and defined and accepted as general or common labourers, such as those moving or handling materials, loading or unloading cars, or performing any other miscellaneous work as directed.

Workers on construction: If an employee should be required to perform work which can be deemed new construction as defined by the decree relating to the building and construction trades, then such employee will be paid the rate established in the said construction decree.

USINE TURCOT — TURCOT WORKS

CLASSIFICATION	Taux horaires Classification Rates per hour Classification			Taux horaires Grades Rates per hour Grades			Taux horaires sans grade Rate per hour non graded
	A	B	C	1	2	3	
<i>Dépt. des boulons et écrous — Bolt & Nut Dept.:</i>							
Faiseur de boulons et écrous — Bolt & Nut Maker							\$0.98
Fileteur de boulons — Bolt Threading Mach. Oper	\$0.85	\$0.80					
Ajusteur de matrices — Die Setter	0.98	0.95					
Chauffeur — Heater							0.80
Aide — Helper							0.75
Fileteur d'écrous — Nut Tapper				0.75	0.70		
Faiseur de rivets — Rivet Maker	0.98	0.95	0.90				
Cisailleur — Shear Man				0.85	0.80		
Peseur âgé de moins de 18 ans — Scale Oper., under 18 years of age							0.57
Peseur âgé de 18 ans ou plus — Scale Oper., 18 years of age or more							0.62
<i>Dépt. de l'ébénisterie — Cabinet Shop:</i>							
Ébéniste, chef de groupe — Cabinet Maker, Leader							1.08
Ébéniste — Cabinet Maker	1.03	0.98	1.95				
"Improver" — Improver							0.90
Elève — Learner							0.85
Aide — Helper							0.75
Pressier "presse à colle" — Glue-Press Operator							0.85
Assistant pressier "presse à colle" — Glue-Press Operator Asst.							0.80
<i>Moulin pour ébéniste et cour à bois — Cabinet Mill & Lumber Yard:</i>							
Chef de groupe — Leader							1.03
Mécanicien de machine, moulin à bois — Machine Oper. Wood Mill	0.98	0.95	0.90				
Mécanicien de machine "Improver" — Machine Oper. Improver.							0.80
Mécanicien de monte-charge — Elevator Oper- ator							0.75
Mécanicien de machine, moulin à bois pour fret — Machine Oper. Freight Mill Woodwork	0.95	0.90	0.85				
Mécanicien de machine, moulin à bois pour fret "improver" — Machine Oper. Freight Mill Woodwork, Impr.							0.80
<i>Cour à bois — Lumber Yard:</i>							
Inspecteur à bois — Inspector, Lumber	0.90	0.85	0.80				
Asst.-chef inspecteur — Assistant Chief Inspector							0.95
Étiqueteur — Tally Man							0.75
Préposé à la chauffeerie — Kiln Attendant	1.03	0.85	0.80				
<i>Moulin à bois pour fret — Freight Wood Mill:</i>							
Aide-mécanicien de machine (spécial) — Machine Oper. Helper (Special)							0.75
Aide-mécanicien de machine (général) — Machine Oper. Helper (General)							0.70
<i>Chambre des outils — Toolroom:</i>							
Limeur de scie — Saw Filer	0.98	0.95	0.90				
Limeur de scie "improver" — Saw Filer-Improver							0.85
Manceuvre(cours) — Labourer (Outside)							0.73
<i>Dépt. de la cantine — Canteen Dept.:</i>							
Vérificateur — Checker							0.74
Caissière — Cashier Girl				0.69	0.66		
Prépareuse de salade — Salad woman				0.62	0.56		
Fille de comptoir — Counter Girl				0.62	0.56		
Prépareuse de sandwich — Sandwich Girl				0.62	0.56		
<i>Dépt. de l'électricité — Electrical Dept.:</i>							
Préposé aux grues — Crane Operator	0.93	0.89					
Électricien, chef de groupe (production) — Elec- trician Leader (Production)							1.13
Électricien, chef de groupe (entretien) — Electri- cian Leader (Maintenance)							1.08
Électricien — Electrician	1.08	0.98	0.95				
Aide-électricien — Electrician's Helper				0.80	0.75		

CLASSIFICATION	Taux horaires Classification Rates per hour Classification			Taux horaires Grades Rates per hour Grades			Taux horaires sans grade Rate per hour non graded
	A	B	C	1	2	3	
<i>Inspection — Inspection Dept.:</i>							
Inspecteur — Inspector	0.80 à-to 1.18						
Commis d'atelier — Shop clerk	0.90	0.85	0.80				
<i>Fonderie — Foundry:</i>							
Mouleur de roues, chef de groupe — Leading Wheelmaker							1.08
Mouleur de roues — Wheelmaker							0.85
Mouleur de roues, aide — Wheelmaker, Helper							0.80
Mouleur et faiseur de noyaux, chef de groupe — Coremakers and Moulders, Leader							1.13
Mouleur et faiseur de noyaux — Coremaker and Moulder	1.08	1.03	0.98				
Mouleur et faiseur de noyaux, "improver" — Coremaker and Moulder, Improver							0.95
Mouleur et faiseur de noyaux, élève — Coremaker and Moulder Learner							0.90
Mouleur et faiseur de noyaux, débutant — Coremaker and Moulder Beginner							0.85
Rouleur de roues, chef de groupe — Leading Wheel Rollers							0.95
Rouleur de roues — Wheel Roller				0.90	0.85	0.80	
Réparateur — Repairman				0.95	0.90	0.85	
Préposé au cubilot — Cupola Operator	0.98	0.95					
Préposé au cubilot, aide — Cupola Helper				0.85	0.80		
Mécanicien, perceuse de roues — Operator, Boring Mill							0.85
Préposé à la sableuse — Operator, Sandblast Machine				0.85	0.80		
Préposé au polissage des filets, polisseuse — Operator, Thread Grinder				0.95	0.90	0.85	
Préposé au mélangeur de sable — Operator Sand Mullers				0.90	0.85	0.80	
Préposé à la machine à casser en morceaux — Operator, Scrap Breaker				0.85	0.80		
Préposé à la machine à éprouver les échantillons — Operator, Preparation of Testing Samples				0.95	0.90	0.85	
Homme d'entretien de l'équipement des roues — Maintenance Man on Wheel Making Equip.				0.90	0.85	0.80	
Nettoyeur au ciseau, polisseur à la meule — Fettler (Chipper, Grinder)	0.90	0.85					
Classeur du matériel (cubilot) — Material Grader (Cupola)				1.00	0.95	0.90	
Faiseur de cadres — Flask Maker	0.95	0.90					
Préposé aux grues (Fonderie) — Foundry Crane Operator	0.93	0.89					
Chef de groupe, aide et manoeuvre — Leading Hand (Helper and Labourer)							0.95
Aide, spécial — Helper, Special							0.90
Aide, général — Helper, General							0.77
Manoeuvre — Labourer							0.74
Vérificateur — Checker				0.90	0.85	0.80	
Asst.-Inspecteur — Asst.-Inspector				0.90	0.85		
<i>Assemblage des wagons à marchandises — Freight Car Assembly:</i>							
Accoteur de rivets — Buckler							0.90
Nettoyeur au ciseau — Chipper				0.85	0.80		
Construction de wagons — Car Builder							0.90
Constructeur de caisses et emballeurs — Crater and Packer	0.90	0.90					
Tireur de wagons — Car Hauler							0.80
Manoeuvre — Labourer							0.70
Chauffeur de rivets — Rivet Heater							0.80
Riveteur et calfat — Rivetter & Caulker	1.03	0.98					
Placeur de rivets — Sticker							0.80
Chafneur — Slinger							0.80
Soudeur — Welder	1.08	1.03	0.95				
Brûleur — Burner	0.95	0.90					

CLASSIFICATION	Taux horaires Classification Rates per hour Classification			Taux horaires Grades Rates per hour Grades		Taux horaires sans grade Rate per hour graded
	A	B	C	1	2	3
<i>Magasin général — General Store:</i>						
Préposé au magasin — Storeman				0.95	0.90	0.85
Vérificateur — Checker				0.90	0.85	0.80
Vérificateur (débutant) — Checker (beginner)						0.75
Chauffeur de camion — Truck Driver				0.85	0.80	
Manœuvre (en dehors) — Labourer (Outside)						0.73
Manœuvre (en dedans) — Labourer (Inside)						0.70
<i>Dépt. des manoeuvres — Labour Dept.:</i>						
Chef de groupe, préposé à la grue (cour) — Crane Follower Leader (Yard)						0.83
Préposé à la grue (cour) — Crane Follower (Yard)						0.78
Charretier — Carter						0.73
Concierge — Janitor						0.73
Chauffeur de camionnette électrique — Electric Truck Driver	0.75					
Manœuvre, âgé de moins de 18 ans — Labourer Under 18 years of age						0.75
Manœuvre, âgé de 18 ans ou plus (cours) — La- bourer, 18 years of age or over (Outside)						0.73
Manœuvre, âgé de 18 ans ou plus (intérieur) — Labourer, 18 years of age or over (Inside)						0.70
Manœuvre, chef de groupe (cours) — Labourer Leader (Yard)						0.80
Balayeur — Sweeper						0.69
Balayeur (handicapé) — Sweeper (Handicaped)						0.65
Chauffeur d'autochenille — Tractor Operator						0.80
Chauffeur d'autochenille, aide — Tractor Operator Helper						0.75
<i>Dépt. des machines — Machine Shop:</i>						
Préposé au magasin — Storeman						0.90
Asst.-préposé au magasin — Storeman Asst.						0.80
Spécialiste à banc — Car Bench Specialist	0.95	0.90	0.85			
Faiseur de matrices — Die Maker						1.18
Aide — Helper						0.75
Préposé à la prévention des accidents — Safety First Man						0.98
Foreur — Drill Operator						0.85
Foreur (foreuse radiale) — Radial Drill Operator						0.90
Machiniste — Machinist	1.08	1.03	0.98			
Machiniste spécialiste — Machine Specialist						0.95
Faiseur d'outils — Tool Maker						1.13
Apprenti, 1ère année — Apprentice First Year						0.60
Apprenti, 2ème année — Apprentice, Second Year						0.67
Apprenti, 3ème année — Apprentice, Third Year						0.80
Apprenti, 4e année — Apprentice, Fourth Year						0.90
Apprenti, 5e année — Apprentice, Fifth Year						0.98
Soudeur — Welder	1.08	1.03	0.95			
Brûleur — Burner	0.95	0.90				
<i>Dépt. des modèles en métal — Metal Pattern Shop:</i>						
Faiseur de patrons — Pattern Maker	1.13	1.08	1.03			
Faiseur de patrons "Improver" — Pattern Maker Improver						0.98
Préposé au magasin — Storekeeper						0.95
Asst.-préposé au magasin — Storekeeper Asst.						0.90
Préposé au magasin — Storekeeper				0.75	0.70	
Apprenti, 1ère année — Apprentice, 1st year						0.55
Apprenti, 2e année — Apprentice, 2nd year						.60 .65
Apprenti, 3e année — Apprentice, 3rd year						.70 .75
Apprenti, 4e année — Apprentice, 4th year						.80 .90
<i>Dépt. de l'entretien de la machinerie — Millwrights:</i>						
Préposé aux courroies — Beltman						0.98
Charpentier — Carpenter	1.03	0.95				
Ingénieur, grue de la cour — Engineer, Yard Crane						1.01
Charpentier — chef de groupe — Carpenter Leader						1.13
Charpentier, sous-chef de groupe — Carpenter Lea- der (Acting)						1.08

CLASSIFICATION	Taux horaires Classification Rates per hour Classification			Taux horaires Grades Rates per hour Grades			Taux horaires sans grade Rate per hour non graded
	A	B	C	1	2	3	
Finisseur de ciment — Cement Finisher.....							0.90
Réparateur de fournaies — Furnace Repairman....	0.95	0.90	0.85				
Constructeur de fournaies — Furnace Builder.....							1.03
Manœuvre sur la construction — Labourer on Construction Work.....							0.84
Préposé à l'entretien des machines — Millwright....	1.08	1.03	0.98				
Aide-préposé à l'entretien des machines — Millwright Helper.....				0.85	0.80	0.75	
Huileur "A" (général) — Oiler "A" (General).....							0.95
Huileur "B" (fonderie) — Oiler "B" (Foundry).....							0.90
Surveillant des arroseurs automatiques — Sprinkler Attendant.....							0.85
Redresseur de roues "Emery" — Emery Wheel Dresser.....							0.90
Soudeur — Welder.....	1.08	1.03	0.95				
Brûleur — Burner.....	0.95	0.90					
<i>Dépt. Murphy End — Murphy End Dept.</i>							
Chauffeur de fournaies — Furnace Heater.....							0.95
Marqueur — Marker.....							0.85
Préposé aux presses — Press Operator.....							0.95
Poinçonneur et cisailleur — Punch & Shear Operator.....							0.85
Pressier — Pressman.....							0.85
Monteur de moteurs — Motor winder.....							1.13
<i>Dépt. de la peinture — Paint Dept.</i>							
Peintre au bain — Dipper.....				0.85	0.80		
Appliqueur de peinture au couteau — Glazier.....				0.95	0.90		
Lettreur — Letterer.....				1.03	0.98		
Peintre et vernisseur — Painter & Varnisher.....	0.95	0.90	0.85				
Poisserie à pierre ponce — Rubber down.....				0.85	0.80		
Préposé au magasin — Storeman.....							0.98
Aide-préposé au magasin — Storeman Helper.....							0.85
Peintre au pistolet, wagons à passagers — Sprayer, Pass. Cars.....	1.03	0.98	0.95				
Peintre au pistolet, wagons à marchandises — Sprayer, Freight Cars.....	0.95	0.90	0.85				
Peintre au pochoir — Stenciller.....	0.90	0.85					
Préparation de pochoirs — Tracing & Cutting stencils.....							1.03
<i>Assemblage de wagons à passagers — Passenger Car Assembly:</i>							
Ebarbage de la charpente — Body trimming.....	0.98	0.93	0.88	0.82			
Finisseur d'intérieur et coupeur — Inside Finisher and Trimmer.....	1.03	0.98	0.95				
Finisseur d'intérieur et coupeur "Improver" — Inside Finisher and Trimmer Improver.....							0.90
Préposé au matériel — Material Chaser.....				0.90	0.85	0.80	
Employé en charge de la chambre aux outils — Toolroom Charge Hand.....							1.08
Préposé à la chambre aux outils — Toolroom Attendant.....				0.98	0.90		
Préposé au magasin — Storeroom Attendant.....				0.95	0.90	0.85	
Aide — Helper.....				0.80	0.75		
Soudeur — Welder.....	1.08	1.03	0.95				
Brûleur — Burner.....	0.95	0.90					
Soufflage, isolement — Furring, Insulation.....	0.90	0.80					
<i>Dépt. des poseurs de tuyaux — Pipe Fitting Department:</i>							
Plombier, poseur de tuyaux — Plumber & Steam-Fitter.....	1.08	1.03	0.95				
Préposé à l'entretien du système de chauffage — Maintenance Man, Heating System.....				0.85	0.75		0.95
Aide — Helper.....							

CLASSIFICATION	Taux horaires Classification Rates per hour Classification			Taux horaires Grades Rates per hour Grades		Taux horaires sans grade Rate per hour non graded
	A	B	C	1	2	3
<i>Dépt. de la sûreté — Security Department:</i>						
Asst. Chef — Deputy Chief.....						0.88
Sergent — Sergeant.....						0.85
Caporal — Corporal.....						0.81
Constable —						0.78
Constable, stagiaire (3 mois) — Constable, Prob- ationary (3 months).....						0.76
<i>Dépt. de la forge — Forge Dept.:</i>						
Forgeron, chef de groupe — Blacksmith Leader....						1.13
Forgeron — Blacksmith.....	0.98	0.95	0.90			
Préposé à la presse horizontale — Bulldozer Oper- ator.....	0.80	0.75				
Aide-forgeron — Blacksmith Helper.....						0.85
Assembleur-Accouplement "miner" — Miner Draft Gear Assembler.....						1.08
Assembleur-Accouplement, ordinaire — Ordinary Draft Gear Assembler.....						0.85
<i>Dépt. de la ferblanterie — Tinsmith Dept.:</i>						
Chef de groupe — Leader.....						1.03
Ferblantier — Tinsmith.....	0.98	0.95	0.90			
Ajusteur de matrices — Die Setter.....				0.95	0.90	
Mécaniciens de machines — Machine Operator.....				0.90	0.85	0.80
Soudeur — Welter.....	1.08	1.03	0.95			
Brûleur — Burner.....	0.95	0.90				
<i>Dépt. des Gabarits — Template Department:</i>						
Faiseur de gabarits — Template Maker.....	1.13	1.03	0.98			
Faiseur de gabarits "Improver" — Template Maker Improver.....						0.95
Faiseur de gabarits, élève — Template Maker Learner.....						0.90
<i>Dépt. des rembourreurs — Upholstering Dept.:</i>						
Chef de groupe — Leader.....						1.03
Rembourreur — Upholsterer.....				0.95	0.90	0.85
Aide — Helper.....						0.75
<i>Spécial:</i>						
Officier du bien-être — Welfare officer.....	1.13	0.95	0.80			

USINE DOMINION — DOMINION WORKS

<i>Département des appuis de wagons (Bolster) — Bolster Shop:</i>						
Riveur — Rivetter.....						0.98
Constructeur d'appui — Bolster Builder.....						0.98
Monteur de freins — Brake Beam Builder.....						0.90
Assembleur — Assembler.....						0.80
Préposé au tour — Lathe Hand.....						0.90
Cisailleur spécial — Shear Man, Special.....						0.90
<i>Accouplement (Cardwell) — Cardwell Draft Gear:</i>						
Constructeur d'engrenage — Gear Builder.....						0.80
Manœuvre — Labourer.....						0.73
<i>Dépt. des matrices — Die Shop:</i>						
Vérificateur de matrices et de mesures — Die Check- er & Gauge Maker.....						1.23
Finisseur de matrices — Die Finisher.....						1.28
Ajusteur de matrices — Die Sinker.....						1.23
Mécanicien de scie double — Dual Saw Operator....						0.85
<i>Voie de construction — Erection track:</i>						
Riveur — Rivetter.....						0.98
Accoteur de rivets — Buckler.....						0.90
Placeur de rivets — Sticker.....						0.80
Aléueur — Reamer.....						0.80
Chauffeur — Heater.....						0.80

CLASSIFICATION	Taux horaires Classification Rates per hour Classification			Taux horaires Grades Rates per hour Grades			Taux horaires sans grade Rate per hour no n graded
	A	B	C	1	2	3	
Nettoyeur au ciseau — Chipper							0.85
Assembleur — Assembler							0.80
Calfat — Caulker							0.98
Polisseur (meule portative) — Portable Grinder							0.85
Peintre au pistolet — Sprayman							0.90
<i>Dépt. de la forge — Forge Shop:</i>							
Forgeron — Blacksmith	1.13	1.08	0.98				
Aide-forgeron — Blacksmith Helper							0.80
Préposé au marteau Bradley — Bradley Hammer Operator	0.98	0.95	0.90				
Chauffeur de fournaies — Furnace Heater							0.80
Aide — Helper							0.80
Poisserie à la meule — Grinder							0.80
Étampeur — Stamper							0.80
Cisailleur — Shear Operator							0.85
Préposé au marteau pilon — Drop Hammer Operator							0.98
Préposé au marteau à forger — Forging Hammer Operator							1.08
Homme préposé au marteau — Hammer Man							0.80
Garçon préposé au marteau — Hammer Boy							0.70
Mécanicien de toute autre machine — All other Machine Operator							0.90
Préposé à la trempe des outils — Tool Hardener							1.18
Inspecteur — Inspector				0.94	0.85	0.80	
Inspecteur, chef de groupe — Leader Inspector							1.03
<i>Dépt. des manoeuvres — Labour Dept.:</i>							
Chef de groupe sur la grue — Head Crane Follower							0.80
Aide sur la grue — Crane Follower							0.77
Chauffeur d'autochenille — Tractor Driver							0.85
Chafneur, chef de groupe — Slinger Leader							0.85
Chafneur — Slinger							0.80
Manoeuvre, chef de groupe — Labour Leader							0.85
Manoeuvre — Labourer							0.73
Sableurs avec boyau — Sandblast Hose Man							0.98
Mécanicien de machine à sabler — Sandblast Machine Operator							0.80
Sableur et souffleur — Sand Blaster							0.80
Préposé au matériel — Material Chaser				0.90	0.85	0.80	
Balayeur — Sweeper							0.70
<i>Inspection:</i>							
Inspecteur — Inspector	0.80	à	1.18				
Commis d'atelier — Shop clerk	0.90	0.85	0.80				
<i>Dépt. des machines — Machine Shop:</i>							
Machiniste — Machinist	1.13	1.03					
Préposé au tour — Lathe Hand	1.08	1.03	0.98				
Préposé à la machine de formes — Shaper Hand	0.98	0.95	0.90				
Préposé aux perceuses — Boring Mill Operator							1.03
Préposé aux machines à clefs — Slotting Machine Operator	1.08	1.03					
Foreur — Drill Operator				0.95	0.90		
Foreur, foreuses radiales — Radial Drill Operator							0.95
Préposé au banc — Bench Hand	1.08	0.98					
Aide pouvant travailler sur les machines — Helper can run Machines				0.85	0.80		
Ouvrier spécialisé — Machine specialist							0.95
<i>Dépt. des maîtres mécaniciens — Master Mechanics Department:</i>							
Préposé aux courroies et huileur — Beltman & Oiler							0.95
Préposé à l'entretien de la machinerie — Millwright	1.00	0.95					
Poseur de tuyaux — Steamfitter							1.03
Charpentier — Carpenter							1.00
Électricien — Electrician	1.03	0.94					
Apprenti-électricien — Electrician-Apprentice							0.63

CLASSIFICATION	Taux horaires Classification Rates per hour Classification			Taux horaires Grades Rates per hour Grades			Taux horaires sans grade Rate per hour non graded
	A	B	C	1	2	3	
Préposé aux grues — Crane Operator.							0.90
Préposé à la pompe hydraulique — Hydraulic Pump Attendant.							0.91
Chef de groupe du système hydraulique — Hydraul- ic System Leader.							1.14
Surveillant des arroseurs automatiques — Sprin- kler Attendant.							0.85
Surveillant du système de chauffage — Heating System Attendant.							0.86
Aide — Helper.				0.86	0.79	0.74	
Constructeur de fournaies — Furnace Builder.							1.05
Aide-constructeur de fournaies — Furnace Builder Helper.				0.95	0.85		
Préposé à la prévention des accidents — Safety First Man.				1.03	0.95		
<i>Dépt. des poinçonneuses et cisailles — Punch & Shear Press:</i>							
Redresseur en charge — Straightening i.c.							0.90
Mécanicien — Operator.							0.85
Aide — Helper.							0.75
Chauffeur — Heater.							0.80
Marqueur — Marker.							0.85
Polisseur à la meule — Grinder.							0.80
Préposé aux gabarits — Template Chaser.							0.75
<i>Atelier des ressorts — Spring Shop:</i>							
Faiseur de ressorts — Coil Spring Maker.							0.85
Préposé à la machine à éprouver les ressorts — Coil- ing Machine Operator Tester.	0.90	0.85					
Faiseur de ressorts élliptiques — Elliptic Spring Maker.	0.90	0.80					
Préposé aux fournaies — Furnace Attendant.							0.85
Aide (général) — Helper (General).							0.80
Équipement pour éprouver la température des res- sorts — Heat Testing Spring Equip.							0.85
Manœuvre — Labourer.							0.73
Poinçonneur et cisailleur — Punch & Shear Oper- ator.	0.85	0.80					
Polisseur à la meule sur ressorts — Spring Grinder.							0.85
Formeur de bouts de ressorts — Taper Machine Operator.	0.90	0.85					
Préposé à la machine à éprouver — Testing Machine Operator.							0.85
<i>Magasin — Stores department:</i>							
Préposé au magasin — Storeman.				0.95	0.90	0.85	
Vérificateur — Checker.				0.90	0.85	0.80	
Vérificateur (débutant) — Checker (beginner).							0.75
Asst.-Chef — Deputy Chief.							0.88
Sergent — Sergeant.							0.85
Caporal — Corporal.							0.81
Constable.							0.78
Constable stagiaire(3 mois) — Constable Proba- tionary (3 months).							0.76
<i>Dépt. des gabarits — Template Shop:</i>							
Faiseur de gabarits — Template Maker.	1.13	1.03					
<i>Dépt. de la circulation — Traffic:</i>							
Chef de groupe préposé à la voie — Track Gang Leader.							0.85
Préposé à la voie — Trackman.							0.75
<i>Dépt. des "Boogies" — Truck Shop:</i>							
Assembleur de "Boogies" — Truck Assembler.							0.85
Tourneur d'essieux — Axle Turner.				0.90	0.80		
Mécanicien de presse à roues — Wheel Press Oper- ator.							0.80

CLASSIFICATION	Taux horaires Classification Rates per hour Classification			Taux horaires Grades Rates per hour Grades		Taux horaires sans grade Rate per hour non graded
	A	B	C	1	2	3
Perceur de roues — Wheel Borer						0.80
Rouleur de roues — Wheel Roller						0.80
Ponisseur d'essieux — Axle Polisher						0.80
Paqueteur des boîtes à essieux — Waste Packer						0.80
Foreur — Drill Operator						0.80
<i>Dépt. de la soudure — Welding department:</i>						
Soudeur à l'électricité — Electric Welder	1.03	0.98	0.90			
Brûleur — Burner		0.90	0.80			
Assembleur — Assembler						0.80
<i>Dépt. de la cantine — Canteen Dept.:</i>						
Vérificateur — Checker						0.74
Cassière — Cashier Girl				0.69	0.66	
Prépareuse de salade — Salad Woman				0.62	0.56	
Fille de comptoir — Counter Girl				0.62	0.56	
Prépareuse de sandwich — Sandwich Girl				0.62	0.56	
<i>Spécial:</i>						
Officier du bien-être — Welfare Officer	1.13	0.95	0.80			

Les travailleurs à la pièce doivent recevoir \$0.05 de plus l'heure que leur taux à la pièce.

Workers on piece-work shall receive \$0.05 per hour for each hour worked over and above their piece-work rate.

XIV: *Durée du décret:* Le présent décret est valable à compter de la date de sa publication dans la *Gazette Officielle de Québec* et demeure en vigueur jusqu'au 31 mars 1948. Il demeurera en vigueur pendant une autre période d'une année après cette date, à moins que l'une des parties contractantes ne donne à l'autre partie un avis écrit à ce contraire dans un délai qui ne doit pas être de plus de soixante (60) ni de moins de trente (30) jours avant le 31 mars 1948. Un tel avis doit également être adressé au Ministre du Travail.

XIV. *Duration of the decree:* The present decree becomes effective from the date of its publication in the *Quebec Official Gazette* and shall remain in full force and effect until March 31st, 1948, and thereafter shall remain binding for a further period of one year, unless either party hereto notify the other party in writing, to the contrary, within a delay not to exceed sixty (60) days, nor to be less than thirty (30), before March 31, 1948. Such a notice must also be sent to the Minister of Labour.

19913-o A. MORISSET,
Greffier du Conseil Exécutif.

19913-o A. MORISSET,
Clerk of the Executive Council.

ARRÊTÉ EN CONSEIL
CHAMBRE DU CONSEIL EXÉCUTIF

ORDER IN COUNCIL
CHAMBER OF THE EXECUTIVE COUNCIL

Numéro 1196

Number 1196

Québec, le 24 juillet 1947.

Quebec, July 24, 1947.

Présent: Le Lieutenant-Gouverneur en Conseil.

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

Section "B"

Part "B"

CONCERNANT une correction du décret relatif aux établissements commerciaux de la cité et du canton de Granby.

CONCERNING a correction of the decree relating to the commercial establishments of the city and township of Granby.

IL EST ORDONNÉ, sur la proposition de l'honorable Ministre du Travail:

IT IS ORDAINED, upon the recommendation of the Honourable Minister of Labour:

Que la correction suivante soit apportée au décret numéro 1118 du 9 juillet 1947, relatif aux établissements commerciaux de la cité de Granby et la municipalité de canton de Granby:

That the following correction be made to the decree number 1118 of July 9, 1947, relating to the commercial establishments of the city of Granby and the township municipality of Granby:

Le premier paragraphe de l'article VI doit se lire comme suit:

The first paragraph of section VI shall read as follows:

"VI. *Taux des salaires minima:* Les salaires doivent être payés sur une base hebdomadaire et ne doivent pas être inférieurs à ceux ci-après mentionnés."

"VI. *Minimum wage rates:* The wages shall be paid on a weekly basis and shall not be lower than those hereafter mentioned."

(Document "B" annexé à l'arrêté)
A. MORISSET,
Greffier du Conseil Exécutif.

(Document "B" annexed to the Order)
A. MORISSET,
Clerk of the Executive Council.

19922-o

19922-o

**ARRÊTÉ EN CONSEIL
CHAMBRE DU CONSEIL EXÉCUTIF**

Numéro 1196

Québec, le 24 juillet 1947.

Présent: Le Lieutenant-Gouverneur en Conseil.

Section "C"

CONCERNANT l'acceptation de nouvelles parties contractantes à la convention collective de travail relative à l'industrie de la construction dans la région de Hull, rendue obligatoire par le décret numéro 968 du 3 juin 1938 et amendements.

ATTENDU que, conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec 1941, chapitre 163 et amendements), une requête a été présentée au ministre du Travail par les employeurs dont les noms suivent, à l'effet d'être acceptés comme parties co-contractantes à la convention collective de travail relative à l'industrie de la construction dans la région de Hull, rendue obligatoire par le décret numéro 968 du 3 juin 1938 et amendements;

"MM. Ed. Regimbal, entrepreneur ferblantier-couvreur, Patrick Cloutier, entrepreneur électricien, Ubald Blouin, entrepreneur général, Alfred Lamoureux, entrepreneur peintre, Raoul St. Louis, entrepreneur général, tous de Mont-Laurier, Qué.;

ATTENDU que ladite requête a été publiée dans la *Gazette officielle de Québec*, édition du 21 juin 1947;

ATTENDU qu'aucune objection n'a été formulée contre son approbation;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence sur la proposition de l'honorable Ministre du Travail:

Que les employeurs signataires de ladite requête soient acceptés comme parties co-contractantes et que leurs noms soient ajoutés dans ledit décret aux parties de première part.

(Document "C" annexé à l'arrêté)

A. MORISSET,

19923-o

Greffier du Conseil Exécutif.

**ARRÊTÉ EN CONSEIL
CHAMBRE DU CONSEIL EXÉCUTIF**

Numéro 1196

Québec, le 24 juillet 1947.

Présent: Le Lieutenant-Gouverneur en Conseil.

Section "D"

CONCERNANT des modifications au décret relatif au commerce de détail dans la cité de Chicoutimi.

ATTENDU QUE, conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec 1941, chapitre 163 et amendements), les parties contractantes à la convention collective de travail relative au commerce de détail dans la cité de Chicoutimi, rendue obligatoire par le décret numéro 2860 du 17 juillet 1946, ont présenté au ministre du Travail une requête à l'effet de modifier ledit décret;

ATTENDU QUE ladite requête a été publiée dans la *Gazette officielle de Québec*, édition du 7 juin 1947;

**ORDER IN COUNCIL
CHAMBER OF THE EXECUTIVE COUNCIL**

Number 1196

Quebec, July 24, 1947.

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

Part "C"

CONCERNING the acceptance of new contracting parties to the collective labour agreement relating to the construction industry in the district of Hull, rendered obligatory by the decree number 968 of June 3, 1938, and amendments.

WHEREAS, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Quebec 1941, chapter 163 and amendments), a request has been submitted to the Minister of Labour by the following employers for the purpose of being accepted as co-contracting parties to the collective labour agreement relating to the construction industry in the district of Hull, rendered obligatory by the decree number 968 of June 3, 1938, and amendments:

"Messrs Ed. Regimbal, tinsmithing and roofing contractor; Patrick Cloutier, electrical contractor; Ubald Blouin, general contractor; Alfred Lamoureux, painting contractor; Raoul St. Louis, general contractor, all of Mont-Laurier, Que.;

WHEREAS the said request has been published in the *Quebec Official Gazette*, issue of June 21, 1947;

WHEREAS no objection has been made to its approval;

IT IS ORDAINED, therefore upon the recommendation of the Honourable Minister of Labour:

That the employers signatories to the said request be accepted as co-contracting parties and that their names be added in the said decree to the parties of the first part.

(Document "C" annexed to the Order)

A. MORISSET,

19923-o

Clerk of the Executive Council.

**ORDER IN COUNCIL
CHAMBER OF THE EXECUTIVE COUNCIL**

Number 1196

Quebec, July 24, 1947.

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

Part "D"

CONCERNING amendments of the decree relating to the retail trade in the city of Chicoutimi.

WHEREAS, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Quebec 1941, chapter 163 and amendments), the contracting parties to the collective labour agreement relating to the retail trade in the City of Chicoutimi, rendered obligatory by the decree number 2860 of July 17, 1946, have submitted to the Minister of Labour a request to amend the said decree;

WHEREAS the said request has been published in the *Quebec Official Gazette*, issue of June 7, 1947;

ATTENDU qu'une objection a été formulée contre son approbation et qu'elle a été soumise à l'appréciation des parties contractantes;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la proposition de l'honorable Ministre du Travail:

Que ledit décret numéro 2860 soit modifié de la façon suivante:

1° Le paragraphe "b" de l'article IV est remplacé par le suivant:

"b) La semaine régulière de travail dans les établissements régis par le présent décret est de cinquante (50) heures pour les salariés du sexe féminin et de cinquante-trois (53) heures pour les salariés du sexe masculin. Ces heures de travail sont réparties de la façon suivante:

1. Les lundi, mardi, mercredi, jeudi, vendredi, la veille de Noël et la veille du Jour de l'An: de 8.00 a.m. à 6.00 p.m. pour les salariés du sexe masculin et de 8.30 a.m. à 6.00 p.m. pour les salariés du sexe féminin.

2. Les samedi et veilles de fêtes chômées, et les quatre jours précédant la veille de Noël, c'est-à-dire 4 jours où les magasins devraient fermer à 6.00 p.m.: de 8.00 a.m. à 9.00 p.m. pour les salariés du sexe masculin et de 8.30 a.m. à 9.00 p.m. pour les salariés du sexe féminin."

2° Le paragraphe "e" de l'article IV est radié.

3° L'article V est remplacé par le suivant:

"V. Jours de fête chômées: a. Il n'y a pas de travail dans les établissements régis par le présent décret les dimanches ainsi que les jours de fêtes religieuses ou légales suivantes:

Le Premier de l'An, le lendemain du Premier de l'An, l'Epiphanie, le Vendredi Saint jusqu'à 1.00 p.m., le lundi de Pâques, l'Ascension, le 24 mai (fête de Dollard), la Saint-Jean-Baptiste, le jour de la Confédération, la fête du Travail, la Toussaint, l'Immaculée Conception, le jour de Noël et le lendemain du jour de Noël.

b. Le salaire des employés soumis à la semaine de 53 heures ou de 50 heures se doit en rien être affecté par les fêtes chômées."

4° L'article VIII est remplacé par le suivant:

"VIII. Salaires minima: a. Les taux de salaires minima sont les suivants:

WHEREAS one objection has been made against its approval and it was submitted to the contracting parties for consideration;

IT IS ORDAINED, therefore, on the recommendation of the Honourable Minister of Labour:

That the said decree, number 2860, be amended as follows:

1. Subsection "b" of section IV is replaced by the following:

"b. The regular work week in the establishments governed by the present decree shall consist of fifty (50) hours for female employees, and of fifty-three (53) hours for male employees; these hours shall be divided as follows:

1. On Monday, Tuesday, Wednesday, Thursday, Friday, Christmas Eve and New Year's Eve; from 8.00 a.m. to 6.00 p.m. for the male employees and from 8.30 a.m. to 6.00 p.m. for the female employees.

2. On Saturday and holiday eves and during the four days preceding Christmas Eve, that is, four days when stores would close at 6.00 p.m.: from 8.00 a.m. to 9.00 p.m. for the male employees and from 8.30 a.m. to 9.00 p.m. for the female employees."

2. Subsection "e" of section IV is deleted.

3. Section V is replaced by the following:

"V. Holiday: a. In the establishments governed by the decree, no work may be performed on Sunday and the following religious or legal holidays:

New Year's Day, the day after New Year's Day, Epiphany Day, Good Friday until 1.00 p.m. Easter Monday, Ascension Day, May 24 (Dollard Day), St. Jean Baptiste Day, Dominion Day, Labour Day, All Saints Day, Immaculate Conception Day, Christmas Day and the day after Christmas Day.

b. The wage of an employee working the 53 of 50-hour week shall not be affected by the days kept as holidays."

4. Section VIII is replaced by the following:

"VIII. Minimum wages: a. The minimum rates of wages shall be the following:

Taux hebdomadaire			Per week		
Employés:	hommes	femmes	Employees:	men	women
1er semestre	\$ 8.50	\$ 8.50	1st 6 months	\$ 8.50	\$ 8.50
2ième semestre	11.00	11.00	2nd 6 months	11.00	11.00
2ième année	12.00	12.00	2nd year	12.00	12.00
3ième année	14.00	14.00	3rd year	14.00	14.00
4ième année	16.50	16.50	4th year	16.50	16.50
5ième à 8ième année	21.00	19.00	From the 5th to the 8th year	21.00	19.00
8ième année et plus	26.00	21.00	8th year and thereafter	26.00	21.00
Chef de département, gérant-adjoint ou premier commis	36.00	23.00	Departmental manager, assistant-manager or chief-clerk	\$36.00	\$23.00
Gérant	45.00	..	Manager	45.00	..
Surintendant	50.00	..	Superintendent	50.00	..
Livreur chargé exclusivement de la livraison avec camion ou voiture à traction animale	30.00	..	Delivery man committed exclusively to the delivery with truck or horse-drawn vehicle	30.00	..
Aide-livreur chargé exclusivement de la livraison avec camion ou voiture à traction animale	20.00	..	Delivery man's helper committed exclusively to the delivery with truck or horse-drawn vehicle	20.00	..
Livreur mineur:			Deliverer under 21:		
15 ans ou moins	15.00	..	15 years of age or less	15.00	..
16 ou 17 ans	18.00	..	16 or 17 years of age	18.00	..
18 ou 19 ans	22.00	..	18 or 19 years of age	22.00	..
20 ans	25.00	..	20 years of age	25.00	..
Aide-livreur:			Deliverer's helper:		
\$2.00 de moins par semaine que le livreur.			\$2.00 less per week than the deliverer.		
Livreur à bicyclette	7.50	..	Delivery boy with bicycle	7.50	..

La bicyclette et ses accessoires doivent être fournis par l'employeur qui doit également pourvoir aux réparations.

b. Dispositions générales pour toutes les catégories ci-dessus nommées. Tout salarié à l'exception des livreurs à bicyclette, travaillant moins de 40 heures par semaine est considéré comme salarié supplémentaire et doit être rémunéré au taux de \$0.35 l'heure; toute salariée travaillant moins de 30 heures par semaine est considérée comme salariée supplémentaire et doit être rémunérée au taux de \$0.25 l'heure.

Un salarié travaillant plus de 40 heures mais moins que le maximum prévu pour sa catégorie, et ce, à la demande de l'employeur, doit recevoir le plein salaire de sa catégorie.

Une salariée travaillant plus de 30 heures mais moins que le maximum prévu pour sa catégorie, et ce, à la demande de l'employeur, doit recevoir le plein salaire de sa catégorie.

c. Employés surnuméraires: Le terme "employés surnuméraires", pour les catégories énumérées ci-dessus, désigne les salariés qui, en plus des salariés travaillant habituellement le temps que l'établissement est ouvert, sont embauchés de façon intermittente pendant certaines périodes. Ces salariés doivent être rémunérés au taux de \$0.35 l'heure pour les femmes et de \$0.45 l'heure pour les hommes.

d. Tout salarié travaillant à la surveillance seulement doit recevoir le taux horaire de \$0.45 l'heure.

e. Les salaires actuellement payés pour chacune des catégories mentionnées, s'ils sont supérieurs aux minima fixés dans le présent article, demeurent des salaires légaux pendant la durée du décret.

f. Expérience: Tout salarié bénéficie des avantages que lui accordent ses années d'expérience dans la même ligne, même en changeant d'employeur."

5° Le paragraphe "e" de l'article IX est remplacé par le suivant:

"e. Tout salarié ayant un an de service ou plus qui quitte son emploi, avant les 4 mois d'être assignés pour les vacances, et qui n'a pas encore bénéficié de ses vacances, doit recevoir une allocation de vacances, au prorata de la période écoulée depuis le temps où il s'est qualifié pour ses dernières vacances.

Remarque: Toute réclamation pour rajustement de salaire ne doit jamais s'étendre sur une période dépassant six mois."

(Document "D" annexé à l'arrêté)

A. MORISSET,

19924-o

Greffier du Conseil Exécutif.

Bicycle and accessories shall be furnished by the employer who shall also pay for repairs.

b. General provisions for all the categories above mentioned: Every employee, with the exception of the delivery men with bicycles, working less than 40 hours in a week is considered as extra employee and shall be paid at the rate of \$0.35 per hour; very female employee working less than 30 hours in a week is considered as extra employee and shall be paid at the rate of \$0.25 per hour.

An employee working more than 40 hours but less than the maximum stipulated for his category and this, at the employer's request, shall receive full pay based on his category's rate.

A female employee working more than 30 hours but less than the maximum of hours stipulated for her category and this, at the employer's request, shall receive full pay based on her category's rate.

c. Supernumerary employees: The words "supernumerary employees", for the categories enumerated above, mean the employees who, in excess of the employees working habitually during the business hours of the establishment, are hired intermittently or certain periods. Such employees shall be paid at the rate of \$0.35 per hour in the case of female employee, and \$0.45 in the case of male employees.

d. Any employee committed to the watching only shall be paid the hourly rate of \$0.45 per hour.

e. Wages actually paid for each one of the categories mentioned, if higher than the minimum rates set in this section, shall remain the legal wages for the duration of the decree.

f. Experience: Every year of experience of an employee, in the same trade and for any employer, shall be considered."

5. Subsection "e" of section IX is replaced by the following:

"e. Every employee with one year of service or more who quits before the four summer months designated for his vacation, and who has not yet taken such vacation, shall receive a vacation pay at the pro rata of the period elapsed since the time when he has qualified for his last vacation.

Note: Any claim for wage readjustment shall never extend for a period exceeding six months."

(Document "D" annexed to the Order).

A. MORISSET,

19924-o

Clerk of the Executive Council.

Action en séparation de biens

Canada, Province de Québec, district de St-François. En Cour Supérieure, N° 5890. Dame Émilie Joliceur de la Ville de Coaticook dans le district de Saint-François, épouse de Josephat Caron de Pittsburg dans l'état du New Hampshire, États-Unis, Demanderesse. Vs. Josephat Caron, de Pittsburg dans l'état du New Hampshire, États-Unis, Défendeur.

Une action en séparation de biens a été prise le 3 juillet 1947.

Les Procureurs de la demanderesse,
SHURTLEFF & BOUCHARD.

19921-o

Action for separation as to property

Canada, Province of Quebec, district of St. Francis, In the Superior Court, No. 5890. Dame Émilie Joliceur of the Town of Coaticook in the district of St. Francis, wife of Josephat Caron of Pittsburg in the State of New-Hampshire, U.S.A., Plaintiff. vs. Josephat Caron, of Pittsburg in the State of New-Hampshire U.S.A., defendant.

An action in separation as to property has been instituted on the 3rd day of July, 1947.

SHURTLEFF & BOUCHARD,
Attorneys for Plaintiff.

19921-o

Avis divers

Canada — Province de Québec

AVIS DE CHANGEMENT DE DATE DES ÉLECTIONS

Avis est par les présentes donné que la ville de St-Félicien, en conformité de l'Art. 173 de la Loi des Cités et Villes, présentera au Lieutenant-gouverneur en conseil, une requête pour changer la date des élections et la date de la présentation des candidats.

A une assemblée régulière des membres du Conseil municipal de la corporation de la ville de St-Félicien tenue le 2 juin 1947, le soussigné, secrétaire-trésorier, a été requis de préparer les formalités nécessaires pour changer la date des élections comme suit: la date de la présentation des candidats ainsi que celle de l'élection générale, qui sont actuellement fixées respectivement au 25 janvier (au 1er jour juridique suivant s'il y a lieu) et au 1er jour juridique de février, seront à l'avenir, fixées respectivement au 1er lundi du mois de juillet, et si ce jour est férié, le 1er jour juridique suivant; et au deuxième lundi du mois de juillet pour l'élection générale, et si ce jour est férié, le 1er jour juridique suivant.

La requête sera présentée après la publication des avis ordonnés par la loi.

St-Félicien, le 3 juillet, 1947.

Le Secrétaire-trésorier,
19732-28-4-o ROCH ST-GELAIS.

Avis est par les présentes, donné que l'honorable Secrétaire de la Province a dûment reçu le troisième original de la déclaration de fondation du syndicat coopératif "Club de loisirs de Sherbrooke", en date du 7 juillet 1947, dont le siège social est situé à Sherbrooke, comté de Sherbrooke, et que ce document a été déposé dans les archives du Secrétariat de la Province.

Donné au bureau du Secrétaire de la Province, le 14 juillet 1947.

Le Sous-secrétaire de la Province,
19900-o JEAN BRUCHÉSI.

Avis est donné que, sur la recommandation de l'Assistant-procureur général, l'honorable Secrétaire de la Province a, le 19 juillet 1947, approuvé les amendements apportés aux articles 12, 21, 47, 52, 55, 56, 57, 60, 63, 77, 78 des règlements de "L'Association des Fonctionnaires de la Province", et ce, conformément aux dispositions de l'article 225 de la Loi des compagnies de Québec (S.R.Q., 1941, chapitre 276), telles que modifiées par 10 George VI, chapitre 20, article 5.

Donné au bureau du Secrétaire de la Province, le 21 juillet 1947.

Le Sous-secrétaire de la Province,
19901-o JEAN BRUCHÉSI.

L. O. NOËL INC.

Règlement N° III-A

"1. Le bureau des directeurs de L. O. Noël Inc. est par les présentes porté de trois à quatre membres;

2. Le paragraphe 1 du règlement N° III est en conséquence amendé en enlevant le mot

Miscellaneous Notices

Canada — Province of Quebec

NOTICE OF CHANGE OF DATE OF ELECTIONS

Notice is hereby given that the town of St-Félicien, in conformity with section 173 of the Cities and Towns Act, will submit to the Lieutenant-Governor in Council, a petition to change the date for the elections and the date for the nomination of candidates.

At a regular meeting of the members of the Municipal Council of the Corporation of the town of St-Félicien, held on June 2, 1947, the undersigned, secretary-treasurer, was requested to prepare the formalities required to change the date for the elections as follows: the date for the nomination of candidates and also that of the general election, actually fixed respectively to the 25th of January (or first juridical day following, if expedient), and to the first juridical day of February, shall, for the future, be fixed respectively to the first Monday of the month of July, and if this day be a holiday, to the first following juridical day; and to the second Monday of the month of July for the general election, and if this day be a holiday, to the first juridical day following same.

The petition will be presented after publication of the notices required by law.

St-Félicien, July 3, 1947.

ROCH ST-GELAIS,
19732-28-4 Secretary-treasurer.

Notice is hereby given that the Honourable the Provincial Secretary has duly received the third copy of the original of the declaration of foundation of the cooperative syndicate "Club de loisirs de Sherbrooke", under date the seventh day of July, 1947, whereof the head office is at Sherbrooke, county of Sherbrooke, and that the said document has been filed in the archives of the department of the Provincial Secretary.

Given at the office of the Provincial Secretary, this fourteenth day of July, 1947.

JEAN BRUCHÉSI.
19900 Under Secretary of the Province.

Notice is hereby given that, upon the recommendation of the Deputy Attorney General the Honourable the Provincial Secretary has, on July 19, 1947, approved the amendments made to sections 12, 21, 47, 52, 55, 56, 57, 60, 63, 77 and 78 of the by-laws of "L'Association des Fonctionnaires de la Province", and such, in conformity with the provisions of section 225 of the Quebec Companies Act (R.S.Q., 1941, chapter 276), as amended by 10 George VI, chapter 20, section 5.

Given at the office of the Provincial Secretary, July 21, 1947.

JEAN BRUCHÉSI,
19901 Under Secretary of the Province.

L. O. NOËL INC.

By-Law No. III-A

"1. The board of directors of "L. O. Noël Inc." is hereby increased from three to four members;

2. Paragraph 1 of by-law No. III is consequently amended by striking out the word "three"

"trois" à l'endroit où il y apparaît pour y substituer le mot "quatre".

Certifié copie exacte du règlement N° III-A.

L. O. NOËL INC.,
par le Secrétaire,
RAYMOND NOËL.

19902-o

PONTIAC FOOTWEAR LTD.

Règlement N° 26

"Attendu qu'il est à propos d'augmenter le nombre des directeurs de la compagnie de trois à quatre;

En conséquence, qu'il soit décrété comme un règlement de la compagnie:

Que le nombre des directeurs de la compagnie soit changé en augmentant le nombre desdits directeurs de trois à quatre;

Et que le règlement N° 8 soit modifié en conséquence.

Daté ce vingt-troisième jour de juin, mil neuf cent quarante-sept.

Le Président,
SIMON COHEN.

Le Secrétaire,
MAURICE BERNSTEIN.

19904

where it appears therein and substituting therefor the word "four".

Certified true copy of By-Law No. III-A.

L. O. NOËL INC.,
Per RAYMOND NOËL,
Secretary.

19902

PONTIAC FOOTWEAR LTD.

By-Law No. 26

"Whereas it is expedient to increase the number of Directors of the Company from three to four;

Now therefore be it enacted as a By-law of the Company:

That the number of Directors of the Company be varied by increasing the number of such Directors from three to four;

And that by-law No. 8 be amended to accord herewith.

Dated this twenty-third day of June, one thousand nine hundred and forty-seven.

SIMON COHEN,
President.

MAURICE BERNSTEIN,
Secretary.

19904-o

AVIS DE LA DEMANDE DU DÉPÔT DES PLANS ET DEVIS

Avis est donné au public conformément à l'article 35, de la loi du régime des eaux courantes, que la St. Anne Power Company, de la Municipalité de Beupré, dans le Comté de Montmorency, se propose de faire les travaux d'Érection, D'Entretien et d'Exploitation de deux écluses pour faciliter le flottage du bois à la décharge des lacs Cabane et Wabano sur le Territoire du Parc National dans le Comté de Charlevoix.

Avis est de plus donné qu'une requête à cette fin, accompagnée des plans et devis indiquant la nature de l'ouvrage et les terrains qui seront affectés par ces travaux, a été transmise au Ministre des Terres & Forêts, et qu'un duplicata de ces plans et devis a été déposé au bureau de la division d'enregistrement de la division de Charlevoix, à Baie St. Paul.

La demande contenue dans la requête sera prise en considération par le lieutenant-gouverneur en Conseil le ou après le dixième jour suivant la date de la publication du présent avis dans la *Gazette officielle de Québec*.

Beupré, ce 12 juillet, 1947.

ST. ANNE POWER COMPANY
LUCIEN PELLETIER, I.E.

19905-o

AVIS

(Loi des syndicats professionnels)

La formation d'une société, sous le nom de "Syndicat de Construction de Mont-Laurier", pour l'étude, la défense et le développement des intérêts économiques, sociaux et moraux de ses membres, a été autorisée par le Secrétaire de la Province le 23 juillet 1947.

Le siège social du syndicat professionnel précité est situé à Mont-Laurier, comté de Labelle.

Le Sous-secrétaire de la Province,
JEAN BRUCHÉSI.

19906-o

NOTICE OF APPLICATION AND DEPOSIT OF PLAN AND SPECIFICATIONS

Public notice is hereby given, in accordance with section 35 of the Water Course Act, that the St. Anne Power Company, of the locality of Beupré, in the County of Montmorency intends to execute the following work to erect, maintain and exploit of two dams to facilitate the driving of wood, at the outlet of lakes Cabane and Wabano, on crown lands, in Charlevoix co. nty.

Notice is also given that a petition to that effect, accompanied by a plan and specifications showing the nature of the work and the land which will be affected by such work has been forwarded to the Minister of Lands and Forests, and that a duplicate of such plan and specifications has been deposited at the registry office of the registration division of Charlevoix at Baie St. Paul.

The application contained in the petition will be taken into consideration by the Lieutenant Governor in Council on or after the tenth day following the date of the publication of this notice in the *Quebec Official Gazette*.

Beupré, July 12th, 1947.

ST. ANNE POWER COMPANY,
LUCIEN PELLETIER, F. E.

19905-o

NOTICE

(Professional Syndicates' Act)

The formation of an association under the name of "Syndicat de Construction de Mont-Laurier", for the study, defence and promotion of the economic, social and moral interests of its members, has been authorized by the Provincial Secretary on July 23, 1947.

The principal place of business of the said professional syndicate is at Mont-Laurier, county of Labelle.

JEAN BRUCHÉSI,
Under Secretary of the Province.

19906

NORTH AMERICAN UTILITIES CORPORATION

Règlement Général No 4

Un règlement concernant le nombre des directeurs de la compagnie et l'augmentant de trois à six.

"Les affaires de la compagnie seront administrées par un bureau de direction composé de six directeurs."

19903 Le Secrétaire,
CAMERON HAWKEN.

THE GOULD COLD STORAGE CO.

Résolutions des directeurs pour augmenter le nombre des directeurs de quatre à six.

"Il a été proposé, secondé et résolu unanimement:

"Que le règlement N° 12 soit modifié pour se lire maintenant:

Règlement No 12

"Les affaires de la compagnie seront administrées par un bureau de direction de six directeurs dont trois formeront quorum."

Je, le soussigné, secrétaire de la compagnie The Gould Cold Storage Co., certifie, par les présentes, que le précédent est une copie conforme d'un règlement décrété par les directeurs à une assemblée dûment convoquée et tenue au bureau de la compagnie le dix-huit mars 1947; et, de plus, je certifie que ledit décret dudit règlement a été dûment approuvé et confirmé par le vote unanime de tous les actionnaires présents en personne ou par procuration à une assemblée générale spéciale dûment convoquée pour considérer ledit règlement et tenue en la cité de Montréal le six mai 1947.

19915 Le Secrétaire,
G. H. BEAUDRY.

Avis est donné que, sur la recommandation de l'Assistant-procureur général, l'honorable Secrétaire de la Province a, le 28 juillet 1947, approuvé les règlements 1 à 8 inclusivement de "La Corporation de Plage Saint-Laurent", tels qu'adoptés à l'assemblée générale tenue le 28 mai 1947, et ce, conformément aux dispositions de l'article 225 de la Loi des compagnies de Québec (S.R.Q., 1941, chapitre 276), telles que modifiées par 10 George VI, chapitre 20, article 5.

Donné au bureau du Secrétaire de la Province, le 29 juillet 1947.

19916 Le Sous-secrétaire de la Province,
JEAN BRUCHÉSI.

LES PRODUITS LAITIERS MONT ST-HILAIRE
LIMITÉE
MONT ST. HILAIRE DAIRY PRODUCTS LIMITED

Copie d'un règlement de la compagnie ci-haut mentionnée:

"Il est proposé par M. F. Lapierre, secondé par M. G. Bélanger et approuvé à l'unanimité que le nombre des directeurs soit augmenté de trois à sept et que le secrétaire entreprenne les démarches nécessaires pour obtenir l'approbation nécessaire à ce règlement. Ce bureau de direction pourra se nommer un exécutif de trois membres."

Vrai extrait fait à St-Hilaire, ce cinq juillet mil neuf cent quarante-sept.

19920-o Le Secrétaire,
J. P. ROBITAILLE.

NORTH AMERICAN UTILITIES CORPORATION

General By-Law No. 4

A By-Law respecting the number of Directors of the Company and increasing same from three to six.

"The affairs of the Company shall be managed by a Board of six Directors."

19903-o CAMERON HAWKEN,
Secretary.

THE GOULD COLD STORAGE CO.

Resolution of Directors for increasing number of Directors from four to six.

"It was moved, seconded and unanimously resolved:

"That By-Law No. 12 be amended to now read:

By-Law No. 12

"The affairs of the company shall be managed by a board of six directors, three of whom shall form a quorum."

I, the undersigned, secretary of the Gould Cold Storage Company, hereby certify that the foregoing is a true copy of a By-Law as enacted by the directors at a meeting duly called and held at the office of the company upon the eighteenth day of March 1947; and I further certify that said enactment of the said By-law was duly approved and confirmed by the unanimous vote of all the shareholders present in person or by proxy at a special general meeting duly called to consider the said By-law and held at the city of Montreal on the sixth day of May 1947.

19915-o G. H. BEAUDRY,
Secretary.

Notice is hereby given that, upon the recommendation of the Deputy Attorney General, the Honourable the Provincial Secretary, has approved, on July 28, 1947, the by-laws 1 to 8 inclusively of "La Corporation de Plage Saint-Laurent", as adopted at a general meeting held on May 28, 1947, and such, in conformity with the provisions of section 225 of the Quebec Companies Act (R.S.Q., 1941, chapter 276), as amended by 10 George VI, chapter 20, section 5.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 29th day of July, 1947.

19916 JEAN BRUCHÉSI,
Under Secretary of the Province.

LES PRODUITS LAITIERS MONT ST-HILAIRE
LIMITÉE
MONT ST. HILAIRE DAIRY PRODUCTS LIMITED

Copy of a by-law of the above mentioned company:

"It was moved by Mr F. Lapierre, seconded by Mr. G. Bélanger and unanimously approved that the number of directors be increased from three to seven and that the secretary shall take the necessary steps to secure the required approval of the said by-law. The said board of directors may appoint an executive consisting of three members."

True excerpt made at St-Hilaire, this fifth of July, one thousand nine hundred and forty-seven.

19920 J. P. ROBITAILLE,
Secretary.

Chartes — Abandon de

Charters — Surrender of

AVIS

Avis est, par les présentes, donné que la compagnie "Browman Realty Inc." s'adressera au Procureur général de la province de Québec pour obtenir la permission d'abandonner sa charte, conformément aux dispositions de l'article 26 de la loi des compagnies de Québec.

Montréal, 18 juillet 1947.

BROWMAN REALTY INC.,

Par le Président.

19907

MORRIS BROWMAN.

NOTICE

Notice is hereby given that the "Browman Realty Inc." will make application to the Attorney-General of the Province of Québec, for leave to surrender its Charter under the Provisions of Section 26 of the Quebec Companies' Act.

Montreal, July 18, 1947.

BROWMAN REALTY INC.,

per MORRIS BROWMAN,

President.

19907-o

Avis est donné, par les présentes, conformément aux dispositions de la Loi des Compagnies de Québec, que La Compagnie de Construction Carnot Limitée demandera la permission d'abandonner sa charte à compter d'une date à fixer par le Procureur général et le Ministre des affaires municipales, de l'industrie et du commerce.

Daté à Montréal, ce 25e jour de juillet 1947.

Le Procureur de

La Compagnie de Construction Carnot Limitée,

19908-o

A. R. GAGNÉ.

Notice is hereby given, pursuant to the provisions of the Quebec Companies Act, that "La Compagnie de Construction Carnot Limitée" will apply for leave to surrender its charter from a date to be fixed by the Attorney General and the Minister of Municipal Affairs, Trade and Commerce.

Dated at Montréal, this 25th day of July, 1947.

A. R. GAGNÉ,

Attorney for La Compagnie de

Construction Carnot Limitée.

19908

Avis est, par la présente donné que la compagnie Les Entreprises Modernes Ltée s'adresse au Procureur général pour demander l'abandon de sa charte.

19909-o

Le Secrétaire.

ALBERT PROVOST.

Notice is hereby given that the company "Les Entreprises Modernes Ltée" will apply to the Attorney General for leave to surrender its charter.

19909

ALBERT PROVOST,

Secretary.

LANSDOWNE, LIMITED

AVIS

Conformément aux dispositions de la Loi des compagnies de Québec, telle qu'amendée, la compagnie "Lansdowne, Limited" donne par les présentes, avis qu'elle s'adressera à l'Honorable Procureur général ou à l'Assistant-procureur général et au Ministre des Affaires municipales, de l'Industrie et du Commerce pour qu'ils acceptent l'abandon de sa charte et en ordonnent son annulation, et fixent une date à compter de laquelle elle sera dissoute.

Montréal, P.Q., 30 juillet 1947.

Le Secrétaire,

19917

M. HERSHFIELD.

LANSDOWNE, LIMITED

NOTICE

Under the provisions of the Quebec Companies Act, as amended, "Lansdowne, Limited" hereby gives notice that it will make application to the Honourable the Attorney General or Deputy Attorney General and the Minister of Municipal Affairs, Trade and Commerce for acceptance of the surrender of its charter and to direct its cancellation and fix a date upon and from which it shall be dissolved.

Montreal, P.Q., July 30th, 1947.

M. HERSHFIELD,

19917-o

Secretary.

AVIS LÉGAL

Avis est donné que H & T Realty Co. Ltd., demandera la permission d'abandonner sa charte en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec.

Montréal, le 28 juillet, 1947.

Le Président,

19914-o

MICHAEL HOFFMAN.

LEGAL NOTICE

Notice is hereby given that H & T Realty Co. Ltd., will apply for leave to surrender its charter under Part I of the Quebec Companies' Act.

Montreal, July 28, 1947.

MICHAEL HOFFMAN,

19914-o

President.

Département de l'Instruction publique

Department of Education

N° 775-47.

Québec le 18 juillet 1947.

Demande est faite de changer le nom de Roseville, dans le comté de Gaspé-Sud, en celui de Village de Saint-Majorique.

Le Surintendant de l'Instruction Publique,
19874-30-2-o J.-P. LABARRE.

No. 775-47

Quebec, July 18, 1947.

Application is made to change the name of Roseville, in the county of Gaspé-South, into the village of Saint-Majorique.

J. P. LABARRE,
19874-30-2 Superintendent of Education.

Département du Travail

Department of Labour

AVIS DE PRÉLÈVEMENT

NOTICE OF LEVY

L'honorable Antonio Barrette, ministre du Travail, donne avis par les présentes que le Comité conjoint de l'industrie de la fabrication du métal en feuille, dont le siège social est situé à Montréal, établi en exécution du décret numéro 3174, du 16 août 1944, a été autorisé par règlement approuvé par l'arrêté en conseil numéro 1195, du 24 juillet 1947, section "B", le tout, d'accord avec les dispositions de la Loi et la convention collective (Statuts refondus de Québec 1941, chapitre 163), à prélever des cotisations des employeurs professionnels, des artisans et des salariés assujettis audit décret, suivant la méthode et le taux ci-après mentionnés:

1. Cotisation

La période de cotisation s'étend du 19 août 1947 au 19 août 1948; cette cotisation s'exerce comme ci-dessous mentionné:

a) Les employeurs professionnels régis par le décret doivent verser au comité paritaire une somme équivalente à 1/8 de 1% de la liste des salaires fixes, commissions, bonis, allocations qu'ils versent aux employés régis par le décret numéro 3174.

b) Tous les artisans assujettis au décret numéro 3174 doivent également payer au comité paritaire 1/8 de 1% du salaire gagné par eux dans l'exécution du travail régi par ledit décret.

c) Les salariés régis par le décret numéro 3174 doivent verser au comité paritaire une somme équivalente à 1/8 de 1% de leurs salaires fixes, commissions, bonis et allocations.

2. Mode de perception

En vue de faciliter la perception de ces cotisations, le comité paritaire mettra à la disposition des employeurs professionnels des formules indiquant les heures de travail, l'argent perçu au cours de la semaine, et les sommes dues au comité paritaire.

L'employeur professionnel doit voir à ce que ces rapports soient remplis et retournés au comité paritaire à tous les mois.

L'employeur professionnel doit percevoir à la fin de chaque semaine, à même la rémunération de chacun de ses salariés, les sommes qui reviennent au comité paritaire.

Le rapport de chaque employeur professionnel doit être signé avant d'être adressé au comité paritaire. Ce comité a le pouvoir d'exiger l'assermement, dudit rapport chaque fois qu'il le juge à propos.

Le rapport accompagné des prélèvements doit être adressé au comité paritaire le ou avant le mercredi suivant la date d'expiration de la période pour laquelle ledit rapport est exigible.

3. Rapport financier

D'accord avec les dispositions de la Loi de la convention collective, le Comité paritaire doit présenter un rapport trimestriel de ses opérations financières au Ministre du Travail aux dates fixes suivantes: 30 septembre et 31 décembre 1947, 31 mars et 30 juin 1948.

Ci-annexé, un état des recettes et des déboursés prévus par le comité conjoint de l'industrie de la fabrication du métal en feuille pour la période se terminant le 19 août 1948.

The Honourable Antonio Barrette, Minister of Labour, hereby gives notice that the Joint Committee of the Sheet Metal Fabricating Industry, whose corporate seat is in Montreal, established under decree number 3174 of the 16th of August, 1944, has been authorized by a by-law approved by Order-in-Council number 1195 of July 24, 1947, part "B", in conformity with the provisions of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Quebec 1941, chapter 163), to levy assessments upon the professional employers, the artisans and the employees governed by the said decree, according to the method and rate hereinafter mentioned:

1. Levy

The period of levy shall extend from the 19th of August 1947, to the 19th of August 1948 and apply as hereinafter mentioned:

a) The professional employers governed by the Decree shall pay to the Parity Committee a sum equivalent to 1/8 of 1% of the fixed wages, commissions, bonuses, allocations paid to their employees subject to Decree No. 3174.

b) All the artisans subject to Decree No. 3174 must also pay to the Parity Committee 1/8 of 1% of the wages earned by them for work governed by said Decree.

c) The employees governed by the said Decree No. 3174 shall pay to the Parity Committee a sum equivalent to 1/8 of 1% of their fixed wages, commissions, bonuses, allocations.

2. Mode of collection

In order to facilitate the collection of these levies, the Parity Committee shall furnish the professional employers with printed forms indicating the hours of labour: the money collected during the week and the sums due to the parity Committee. The professional employer shall have these reports filled and returned to the Parity Committee every month.

The professional employer shall collect at the end of each week from the wages of everyone of his employees the sums owed to the Parity Committee.

The report of every professional employer shall be signed before it is sent to the Parity Committee. This Committee has the right to exact sworn reports every time it shall deem it advisable.

The report together with levies shall be sent to the Parity Committee on or before the Wednesday following the date of the period for which the said report is required.

3. Financial report

According to the provisions of the Collective Agreement Act, the Parity Committee shall present a report of its financial operations to the Minister of Labour, on the following dates: September 30th and December 31st, 1947, March 31st and June 30th 1948.

Hereto annexed is an estimate of the receipts and disbursements of the Joint Committee of the Sheet Metal Fabricating Industry, for the period ending August 19th 1948.

COMITÉ CONJOINT DE L'INDUSTRIE DE LA FABRICATION DE MÉTAL EN FEUILLE
655, Immeuble New Birks
Montréal

JOINT COMMITTEE OF THE SHEET METAL FABRICATING INDUSTRY
655 New Birks Building, Montreal

État des recettes et des déboursés requis par le Comité conjoint de l'industrie de la fabrication du métal en feuille pour la mise à exécution du décret numéro 3174.

Période du 19 août, 1947, au 19 août 1948.

Recettes:

Cotisations des employeurs professionnels	\$ 5,600.00
Cotisations des salariés	5,600.00
	\$11,200.00

Déboursés:

Comité paritaire des matériaux de construction (services à \$500.00 par mois)	6,000.00
Auditeur	175.00
Secrétaire-trésorier	420.00
Frais légaux	960.00
Impression et papeterie	345.00
Frais de déplacement	700.00
Divers et dépenses imprévues	180.00
Jetons de présence	1,620.00
Dépenses générales et dépenses de bureau	800.00
	\$11,200.00

Le Sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, 2 août 1947 19927-o

Estimate of receipts and disbursements required by the Joint Committee of the Sheet Metal Fabricating Industry for the administration of Decree No. 3174.

Period from August 19th 1947 to August 19th 1948.

Receipts:

Levies from professional employers	\$ 5,600.00
Levies from employees	5,600.00
	\$11,200.00

Disbursements:

Building Materials Joint Committee (Services at \$500.00 per month)	\$ 6,000.00
Auditor	175.00
Secretary-Treasurer	420.00
Legal Expenses	960.00
Printing and Stationery	345.00
Travelling Expenses	700.00
Unforeseen expenses & sundries	180.00
Attendance fees	1,620.00
Office expenses and miscellaneous	800.00
	\$11,200.00

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy-Minister of Labour.

Department of Labour,
Quebec, August 2, 1947 19927-o

AVIS DE PRÉLÈVEMENT

NOTICE OF LEVY

L'honorable Antonio Barrette, ministre du Travail, donne avis par les présentes que le Comité conjoint de l'industrie de la peinture, établi en exécution du décret numéro 1464, du 17 juin 1942, et amendements, a été autorisé par règlement approuvé par l'arrêté en conseil numéro 1195, du 24 juillet 1947, section "A", le tout, d'accord avec les dispositions de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec 1941, chapitre 163), à prélever des cotisations des employeurs professionnels, des artisans et des salariés assujettis audit décret, suivant la méthode et le taux ci-après mentionnés:

1. *Cotisation*

La période de cotisation s'étend du 1er août 1947 au 31 juillet 1948; cette cotisation s'exerce comme ci-dessous mentionné:

a) Les employeurs professionnels régis par le décret numéro 1464 et amendements doivent verser au Comité paritaire une somme équivalente à 1/20 de 1% des salaires fixes et des pourcentages, bonis et allocations payés à leurs salariés assujettis au décret numéro 1464 et amendements.

b) Les artisans régis par ledit décret doivent verser au Comité paritaire une somme équivalente à 1/20 de 1% du salaire établi pour le salarié compagnon le moins rémunéré, soit \$0.50 l'heure (salaire minimum fixé par le décret).

c) Les salariés régis par le décret N° 1464, et amendements, doivent verser au Comité paritaire une somme équivalente à 1/20 de 1% de leur salaire fixe, pourcentages, bonis et allocations.

2. *Mode de perception*

En vertu de faciliter la perception de ces cotisations, le Comité paritaire met à la disposition des

The Honourable Antonio Barrette, Minister of Labour, hereby gives notice that the Joint Committee of the Paint Industry, formed under decree number 1464, of June 17, 1942, and amendments has been authorized by a by-law approved by Order in Council number 1195 of July, 24, 1947, part "A", in conformity with the provisions of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Quebec 1941, chapter 163), to collect levies from the professional employers, the artisans and the employees governed by the said decree, according to the method and rate hereinafter mentioned:

1. *Levy*

The period of levy shall extend from the 1st of August 1947 to the 31st of July 1948, and shall apply as hereinafter mentioned:

a) The professional employers governed by the Decree No. 1464 and amendments shall pay to the Parity Committee a sum equivalent to 1/20 of 1% of the fixed wages, commissions, bonuses, allocations paid to their employees subject to Decree No. 1464 and amendments.

b) The artisans governed by the Decree shall pay to the Parity Committee a sum equivalent to 1/20 of 1% of the wages fixed for the less remunerated journeymen i.e. .50 cts per hour (minimum rate fixed by the Decree).

c) The employees governed by said Decree No. 1464 and amendments shall pay to the Parity Committee a sum equivalent to 1/20 of 1% of their fixed wages, commissions, bonuses and allocations.

2. *Mode of collection*

In order to facilitate the collection of these levies, the Parity Committee shall furnish the

employeurs professionnels des formules de rapport sur lesquelles doivent être indiqués les heures de travail, l'argent perçu au cours de la semaine et les sommes versées au Comité paritaire. L'employeur professionnel doit voir à ce que ces rapports soient remplis et retournés au Comité paritaire à tous les mois.

L'employeur professionnel doit percevoir à la fin de chaque semaine à même le salaire de chacun de ses salariés, les sommes qui reviennent au Comité paritaire.

Le rapport de l'employeur professionnel doit être signé avant d'être adressé au Comité paritaire. Ce Comité a le pouvoir d'exiger l'assermentation dudit rapport chaque fois qu'il le juge à propos.

3. Rapport financier

Selon les termes de la Loi de la convention collective, le Comité paritaire doit présenter un rapport trimestriel de ses opérations financières au Ministre du Travail, aux périodes fixes suivantes: 30 septembre et 31 décembre 1947, 31 mars et 30 juin 1948.

Ci-annexé, un état des recettes et des déboursés probables du Comité conjoint de l'industrie de la peinture, pour la période comprise entre le 1er août 1947 et le 31 juillet 1948.

LE COMITÉ CONJOINT DE L'INDUSTRIE DE LA PEINTURE 655, Immeuble New-Birks, Montréal

État des recettes et des déboursés pour la période comprise entre le 1er août 1947 et le 31 juillet 1948.

Recettes:

Cotisation des employeurs professionnels	\$1,200.00
Cotisation des salariés	1,200.00
	\$2,400.00

Déboursés:

Services du Comité conjoint des matériaux de construction (12 mois à \$200.00 par mois)	\$2,400.00
Frais légaux (estimé)	100.00
Auditeur	100.00
Jetons de présence:	
10 membres; 12 assemblées à \$150.00	1,800.00
Impression, papeterie, taxes, timbres, etc	120.00
	\$4,520.00
	2,400.00
Déficit	2,120.00

Le Sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, ce 2 août 1947. 19928-o

AVIS DE MODIFICATION

L'honorable Antonio Barrette, Ministre du Travail, donne avis par les présentes, conformément aux dispositions de la Loi de la Convention collective (S.R.Q. 1941, chapitre 163 et amendements), que le Comité paritaire de l'Industrie de la Construction des comtés de Roberval, Lac St-Jean, Chicoutimi et Charlevoix-Saguenay lui

professional employers with printed forms indicating the hours of labour, the money collected during the week and the sums sent to the Parity Committee. The professional employer shall have these reports filled and returned to the Parity Committee every month.

The professional employer shall collect at the end of each week from the wages of every one of his employees the sums owed to the Parity Committee.

The report of every professional employer shall have the right to exact sworn reports every time it shall deem it advisable.

5. Financial Report

Pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act, the Parity Committee shall present a quarterly report of its financial operations to the Minister of Labour on the following dates: September 30th, December 31st, 1947, March 31st and June 30th, 1948.

Annexed hereto, is an estimate of the receipts and disbursements required by the Joint Committee of the Paint Industry for the period between August 1st 1947 and July 31st, 1948.

THE JOINT COMMITTEE OF THE PAINT INDUSTRY 655 New Birks Building, Montreal

Estimate of receipts and disbursements for the period between August 1st, 1947 and July 31st, 1948.

Receipts:

Levies from Professional Employers	\$1,200.00
Levies from Employers	\$1,200.00
	\$2,400.00

Disbursements:

Services from the Building Materials Joint Committee (12 months at \$200. per month)	\$2,400.00
Legal Expenses (estimates)	100.00
Auditor	100.00
Members' attendance fees:	
10 members; 12 meetings at \$150.00	1,800.00
Printing, stationery, taxes, postage, etc.	120.00
	\$4,520.00
	\$2,400.00
Operating Loss	\$2,120.00

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy-Minister of Labour.

Department of Labour,
Quebec, August 2, 1947. 19928-o

NOTICE OF AMENDMENT

The Honourable Antonio Barrette, Minister of Labour, hereby gives notice, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (R. S.Q. 1941, chapter 163 and amendments), that the Parity Committee of the Construction Industry for the counties of Roberval, Lake St. John, Chicoutimi and Charlevoix-Saguenay has sub-

a présenté une requête à l'effet de modifier le décret numéro 1743, du 11 juillet 1941, modifié, relatif aux métiers du bâtiment dans les comtés de Chicoutimi, Charlevoix, Lac Saint-Jean, Roberval, Saguenay, Abitibi-Est, Abitibi-Ouest et Rouyn-Noranda.

On demande que la Note dont le texte suit, apparaissant à la fin de l'article II, soit radiée:

"Note: Cependant, le métier de charpentier-menuisier n'est pas assujéti au présent décret dans les villes de Rouyn et Noranda et un rayon de deux (2) milles de leurs limites."

Durant les trente jours à compter de la date de publication de cet avis dans la *Gazette officielle de Québec*, l'honorable ministre du Travail recevra les objections que les intéressés pourront désirer formuler contre ladite requête.

Le Sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, le 2 août 1947.

19929-0

mitted to him a request to amend the decree number 1743 of July 11, 1941, as amended, relating to the building trades in the counties of Chicoutimi, Charlevoix, Lake St. John, Roberval, Saguenay, Abitibi-East, Abitibi-West and Rouyn-Noranda.

It is requested that the following Note, which appears at the end of section II, be deleted:

"Note: However, the trade of carpenter-joiner is not governed by the present decree in the towns of Rouyn and Noranda and a radius of two (2) miles from their limits."

During the thirty days following the date of publication of this notice in the *Quebec Official Gazette*, the Honourable Minister of Labour will receive the objections which the interested parties may wish to set forth.

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy-Minister of Labour.

Department of Labour,
Quebec, August 2, 1947.

19929-0

Département du Trésor Assurances

AVIS D'ÉMISSION DE PERMIS ET DE CERTIFICAT D'ENREGISTREMENT

Avis est donné par les présentes que The Locomotive Engineers Mutual Life and Accident Insurance Association, ayant son siège social à Cleveland, Ohio, a obtenu le permis No 701 et le certificat d'enregistrement No 232 qui l'autorisent à accorder à ses membres résidant dans la Province des prestations en cas de décès, d'accident ou de maladie.

Son procureur dans la Province est monsieur H. B. Chase, 1411 rue Crescent, Montréal.

Donné ce vingt et unième jour de juillet 1947, au bureau du Service des assurances, Département du Trésor.

Pour le trésorier de la Province,

19873-30-2-o
WHEELER DUPONT,
Assistant-Surintendant des
assurances.

Treasury Department Insurance

NOTICE OF ISSUE OF LICENCE AND CERTIFICATE OF REGISTRY

Notice is hereby given that The Locomotive Engineers Mutual Life and Accident Insurance Association, having its head office at Cleveland Ohio, has obtained the license No 701 and the certificate of registry No 232 authorizing it to grant to its members residing in this Province death, accident and sickness benefits.

Its Attorney in the Province is Mr. H. B. Chase, 1411 Crescent Street, Montreal.

Given this twenty first day of July, 1947, at the office of the Insurance Branch, Treasury Department.

For the Treasurer of the Province,

19873-30-2-o
WHEELER DUPONT,
Assistant Superintendent of Insurance.

Voirie

AVIS

La partie de chemin ci-après désignée cessera à l'avenir d'être entretenue par le ministère de la Voirie. Ayant été remplacée par une nouvelle section redressée et améliorée, elle est devenue inutile pour la circulation.

Route N° 2 — Edmundston-Rivière-du-Loup-Québec-Montréal-Frontière d'Ontario.

Dans la municipalité de Saint-Sulpice, comté de l'Assomption:

Une section de 1815 pieds, au sud-est de la nouvelle route, sur ou vis-à-vis les lots Nos 152 à 156 inclusivement.

Québec, le 23 juillet 1947.

19918-0
Le Ministre de la Voirie,
ANTONIO TALBOT.

Roads

NOTICE

The part of road hereinafter described, will cease, for the future, to be maintained by the Department of Roads. Having been replaced by a new, straightened and improved section, it has become useless for traffic.

Highway No. 2 — Edmundston-Rivière-du-Loup-Québec-Montreal-Ontario Frontier.

In the municipality of Saint Sulpice, county of L'Assomption:

A section of 1815 feet, southeast of the new highway, on or facing lots Nos. 152 to 156 inclusive.

Quebec, July 23, 1947.

19918
ANTONIO TALBOT,
Minister of Roads.

Examen du Barreau — Bar Examination

BARREAU DE QUÉBEC — BAR OF QUEBEC

CANDIDAT POUR L'ADMISSION À L'ÉTUDE DU DROIT — CANDIDATE FOR THE ADMISSION TO THE STUDY OF LAW

Nom Name	Prénom Surname	Age	Résidence Residence	Collège College
Lagueux	Paul	20	Québec	Collège St-Jean de Brébeuf

Québec, le 23 juillet 1947 — Quebec, July 23rd, 1947.

19886-30-2-o

Le Secrétaire du Barreau de Québec,
ROGER THIBAUDEAU,
Secretary of the Bar of Quebec.

Nominations

Il a plu à Son Honneur le Lieutenant-gouverneur, de l'avis et du consentement du Conseil exécutif, et par commissions, de faire les nominations suivantes:

Québec, 18 juin 1947.

M. B.-H. Rompré, négociant-commerçant, de Montauban-les-Mines: juge de paix pour le district judiciaire de Québec.

MM. Jean-Marc Fontaine, investigateur, 5993 est, Boulevard Gouin, Jean-G. Saint-Charles, ajusteur d'assurance, 163, Boulevard Sainte-Rose, Sainte-Rose, tous deux de Montréal, et Lorenzo Lavigne, commis de bureau, 995 rue Valiquette, Verdun: juges de paix avec juridiction sur le district judiciaire de Montréal; Jean-Paul Guillemette, agent d'assurance de Victoriaville: juge de paix avec juridiction sur le district judiciaire d'Arthabaska; J.-Arthur Bédard, C.G.A., C.A., 103 Chemin Sainte-Foy, Québec: juge de paix avec juridiction sur le district judiciaire de Québec; Anatole Choquette, inspecteur électrique, 125-A rue London, Sherbrooke: juge de paix avec juridiction sur les districts judiciaires de Saint-François et de Bedford; René Trudel, secrétaire du bureau de la Montreal Life Insurance Company, 212 rue Richelieu, Québec: juge de paix avec juridiction sur toute la province de Québec: — Les juges de paix nommés dans le présent paragraphe le sont aux fins de recevoir le serment seulement, conformément aux dispositions de l'article 358 de la Loi des tribunaux judiciaires (S.R.Q., 1941, chapitre 15).

M. Paul Morin, gérant de Malartic, comté d'Abitibi: juge de paix pour le district judiciaire d'Abitibi.

Québec, 9 juillet 1947.

M. Olivier Doyon, cultivateur, de Sainte-Clothilde, comté de Beauce: juge de paix pour le district judiciaire de Beauce.

M. Jules-H. Brassard, registrateur, de Roberval: juge de paix pour le district judiciaire de Roberval.

MM. Ignace-René Brien, voyageur de commerce, 1120 ouest, rue Bernard, Outremont, Gaston Deschênes, 4661, rue Chambord, René Paré, employé civil, 6746, rue DeNormanville, tous deux de Montréal: juges de paix avec juridiction sur le district judiciaire de Montréal; R.-R. Grondin, gérant du personnel du Canadian Resins and Chemicals Limited, de Shawinigan-Falls: juge de paix avec juridiction sur le district judiciaire des Trois-Rivières, et Lucien Meloche, ajusteur d'assurance, 535 rue Saint-Rémi, Saint-Henri, Montréal: juge de paix avec juridiction

Appointments

His Honour the Lieutenant-Governor has been pleased, with the advice and consent of the Executive Council, and by Commission, to make the following appointments:

Quebec, June 18, 1947.

Mr. B. H. Rompré, trader-merchant, of Montauban-les-Mines: to be a Justice of the Peace for the judicial district of Quebec.

Messrs Jean-Marc Fontaine, investigator, 5993 Boulevard Gouin East, Jean G. St-Charles, insurance adjuster, 163 Boulevard Ste-Rose, Ste-Rose, both of Montreal, and Lorenzo Lavigne, office clerk, 995 Valiquette Street, Verdun: to be Justices of the Peace with jurisdiction over the judicial district of Montreal; Jean Paul Guillemette, insurance agent, of Victoriaville: to be a Justice of the Peace with jurisdiction over the judicial district of Arthabaska; J. Arthur Bédard, C.G.A., C.A., 103 St. Foy Road, Quebec: to be a Justice of the Peace with jurisdiction over the judicial district of Quebec; Anatole Choquette electrical-inspector, 125-A London Street, Sherbrooke: to be a Justice of the Peace with jurisdiction over the judicial districts of St. Francis and Bedford; René Trudel, office secretary of the Montreal Life Insurance Company, 212 Richelieu Street, Quebec: to be a Justice of the Peace with jurisdiction over the whole Province of Quebec: — The Justices of the Peace named in the present paragraph are appointed as such for the purpose of administering the oath only, pursuant to the provisions of section 358 of the Courts of Justice Act (R.S.Q., 1941, chapter 15).

Mr. Paul Morin, manager of Malartic, county of Abitibi: to be a Justice of the Peace for the judicial district of Abitibi.

Quebec, July 9, 1947.

Mr. Olivier Doyon, farmer, of Ste-Clothilde, county of Beauce: to be a Justice of the Peace for the judicial district of Beauce.

Mr. Jules H. Brassard, registrar, of Roberval: to be a Justice of the Peace for the judicial district of Roberval.

Messrs. Ignace René Brien, commercial traveller, 1120 Bernard Street West, Outremont, Gaston Deschênes, 4661 Chambord Street, René Paré, civil servant, 6746 DeNormanville Street, both of Montreal: to be Justices of the Peace with jurisdiction over the judicial district of Montreal; R. R. Grondin, manager of personnel for the Canadian Resins and Chemicals Limited, of Shawinigan-Falls: to be a Justice of the Peace with jurisdiction over the judicial district of Trois-Rivières, and Lucien Meloche, insurance adjuster, 535 St-Rémi Street, St-Henri, Montreal:

sur toute la province de Québec: — Les juges de paix nommés dans le présent paragraphe le sont aux fins de recevoir le serment seulement, conformément aux dispositions de l'article 358 de la Loi des tribunaux judiciaires (S.R.Q., 1941, chapitre 15).

Québec, 17 juillet 1947.

M. Léon Tremblay, registrateur conjoint, de Mataue: juge de paix pour le district judiciaire de Rimouski.

M. John A. McTavish, surintendant de Consolidated Paper Corporation Limited à Port-Menier, Ile d'Anticosti: juge de paix pour le district judiciaire de Saguenay.

MM. P.-E. Bernier, secrétaire de la Commission des relations ouvrières: juge de paix avec juridiction sur toute la province de Québec; Frédéric Bernard, cultivateur, de Saint-Charles-de-Caplan, comté de Bonaventure: juge de paix avec juridiction sur le district judiciaire de Bonaventure; Jules Sirois, comptable agréé, de Drummondville: juge de paix avec juridiction sur le district judiciaire d'Arthabaska, et Jos. Ville-neuve, paie-maître à la Cie Paquet Ltée, 266 rue Arago, Québec: juge de paix avec juridiction sur le district judiciaire de Québec: — Les juges de paix nommés dans le présent paragraphe le sont aux fins de recevoir le serment seulement, conformément aux dispositions de l'article 358 de la Loi des tribunaux judiciaires (S.R.Q., 1941, chapitre 15).

Québec, 24 juillet 1947.

MM. Honoré Hamel et Robert Rouan, tous deux agents, de Mont-Laurier, et Gaëtan Ouellette, mesureur, de Ferme-Neuve: juges de paix avec juridiction sur les districts judiciaires de Labelle et de Joliette; Silvio Saint-Denis, agent, Ovide Prévost, mesureur, tous deux de Val des Bois: juges de paix avec juridiction sur le district judiciaire de Hull; Armand Pilon, marchand, de Saint-Canut: juge de paix avec juridiction sur le district judiciaire de Terrebonne, et Robert Boudreau, secrétaire de la Commission des relations ouvrières, 6881 rue Sarnier, Montréal: juge de paix avec juridiction sur toute la province de Québec: — Les juges de paix nommés dans le présent paragraphe le sont aux fins de recevoir le serment seulement, conformément aux dispositions de l'article 358 de la Loi des tribunaux judiciaires (S.R.Q., 1941, chapitre 15).

19931-o

to be a Justice of the Peace with jurisdiction over the whole Province of Quebec: — The Justices of the Peace named in the present paragraph are appointed as such for the purpose of administering the oath only, pursuant to the provisions of section 358 of the Courts of Justice Act (R.S.Q., 1941, chapter 15).

Québec, July 17, 1947.

Mr. Léon Tremblay, joint registrar, of Mataue: to be a Justice of the Peace for the judicial district of Rimouski.

Mr. John A. McTavish, superintendent of the Consolidated Paper Corporation Limited at Port Menier, Anticosti Island: to be a Justice of the Peace for the judicial district of Saguenay.

Messrs. P. E. Bernier, secretary of the Labour Relations Board: to be a Justice of the Peace with jurisdiction over the whole Province of Quebec; Frédéric Bernard, farmer, of St-Charles-de-Caplan, county of Bonaventure: to be a Justice of the Peace with jurisdiction over the judicial district of Bonaventure; Jules Sirois, chartered accountant, of Drummondville: to be a Justice of the Peace with jurisdiction over the judicial district of Arthabaska, and Jos. Ville-neuve, paymaster, at "La Cie Paquet Ltée", 266 Arago Street, Quebec; to be a Justice of the Peace with jurisdiction over the judicial district of Quebec: — The Justices of the Peace named in the present paragraph are appointed as such for the purpose of administering the oath only, pursuant to the provisions of section 358 of the Courts of Justice Act (R.S.Q., 1941, chapter 15).

Québec, July 24, 1947.

Messrs. Honoré Hamel and Robert Rouan, both agents, of Mont-Laurier, and Gaëtan Ouellette, scaler, of Ferme-Neuve: to be Justices of the Peace with jurisdiction over the judicial districts of Labelle and Joliette; Silvio St-Denis, agent, Ovide Prévost, scaler, both of Val des Bois: to be Justices of the Peace with jurisdiction over the judicial district of Hull; Armand Pilon, merchant, of St-Canut: to be a Justice of the Peace with jurisdiction over the judicial district of Terrebonne, and Robert Boudreau, secretary for the Labour Relations Board, 6881 Sarnier Street, Montreal: to be a Justice of the Peace with jurisdiction over the whole Province of Quebec: — The Justices of the Peace named in the present paragraph are appointed as such for the purpose of administering the oath only, pursuant to the provisions of section 358 of the Courts of Justice Act (R.S.Q., 1941, chapter 15).

19931

Proclamation

Canada,
Province de
Québec.

EUG. FISET

[L. S.]

GEORGE VI, par la grâce de Dieu, Roi de Grande-Bretagne, d'Irlande et des territoires britanniques au delà des mers, défenseur de la foi, empereur des Indes.

A tous ceux qui ces présentes lettres verront ou qu'icelles pourront concerner,

SALUT:

PROCLAMATION

L'Assistant-procureur
général suppléant,
P. FRENETTE

ATTENDU que le secrétaire des commissaires dûment nommés

Proclamation

Canada,
Province of
Quebec,

EUG. FISET

[L. S.]

GEORGE VI, by the Grace of God, of Great Britain, Ireland and the British Dominions beyond the Seas, KING, Defender of the Faith, Emperor of India.

To all to whom these presents shall come or whom the same may concern.

GREETING.

PROCLAMATION

P. FRENETTE,
Assistant Deputy
Attorney General.

WHEREAS the secretary of the Commissioners duly appointed for the purposes

pour les fins de la section 2 du Chapitre 308, des statuts refondus de Québec 1941 (Loi des paroisses et des fabriques), dans et pour le diocèse catholique romain de Québec, dans Notre province de Québec, a, sous l'autorité desdits statuts, transmis au Lieutenant-gouverneur en conseil, le décret de l'autorité ecclésiastique dudit diocèse, en date du 18 octobre 1946, érigeant en paroisse canonique le territoire ci-après décrit, sous le nom de la paroisse de Sainte-Françoise-Cabrini, dans le comté de Québec;

ATTENDU que le secrétaire desdits commissaires a, de plus, transmis un certificat attestant qu'après la publication de ce décret et des avis requis, conformément aux dispositions desdits statuts, il n'a été déposé à son bureau, dans le délai accordé par la loi, aucune opposition à la reconnaissance dudit décret canonique pour les fins civiles;

A CES CAUSES, du consentement et de l'avis de Notre Conseil exécutif, exprimés dans un décret, en date du 3 juillet 1947, Nous avons confirmé, établi et reconnu, et par les présentes confirmons, établissons et reconnaissons les limites et bornes assignées par ledit décret canonique à la paroisse de Ste-Françoise-Cabrini, comme suit, savoir:

Toute la partie nord-ouest de Notre-Dame des Laurentides comprenant les lots Numéros huit cent quatre-vingt-neuf (889) à neuf cent quatre-vingt-un (981); mille deux cent soixante et quatorze (1274) à mille deux cent quatre-vingt-dix-huit (1298) mille trois cent, mille trois cent un, mille trois cent deux (1300, 1301, 1302); mille trois cent neuf à mille cinq cent vingt et un "N" (1309 à 1521 "N"). Lequel territoire est borné comme suit, savoir:

A partir de l'angle nord-est du lot N° mille deux cent quatre-vingt dix-huit (1298) de la septième concession de la Montagne Saint-Charles, par la limite nord-est dudit lot; par la ligne sud-est de ladite septième concession jusqu'à l'angle sud du lot N° mille deux cent soixante-quatorze (1274); puis par la ligne sud-ouest de ce lot jusqu'à la rive nord-ouest de la rivière Saint-Charles, et, dans une direction générale sud-ouest, par la dite rive, jusqu'à l'angle sud du lot N° mille trois cent vingt-huit (1328); de là, vers le nord-ouest, par la ligne nord-est de la deuxième concession Saint-Barthélemi jusqu'à la ligne sud-est du lot N° neuf cent quatre-vingt-un (981); puis par cette ligne jusqu'à son extrémité sud-ouest à un chemin public, et, vers le nord-ouest, par l'alignement nord-est de ce chemin public jusqu'à la ligne sud-est du lot N° sept cent soixante-dix-neuf (779); de là, par cette ligne jusqu'à la ligne entre la concession Saint-Raphaël et la troisième concession Saint-Barthélemi, puis, vers le nord-ouest, par la ligne entre les deux dites concessions jusqu'à la ligne sud-est de la paroisse de Saint-Gabriel de Valcartier, et par cette dernière ligne, jusqu'à la ligne nord-est de la même paroisse; de là, par cette ligne nord-est de ladite paroisse jusqu'à l'angle ouest du lot N° mille cinq cent vingt et un "N" (1521 "N") de la concession Nord-ouest du Lac; puis, vers le nord-est, par la ligne nord-ouest dudit lot, et vers le sud-est, par les limites nord-est des concessions Nord-Ouest du Lac et Nord-Est du Lac jusqu'à l'angle sud-est du lot N° mille trois cent neuf (1309); de là, en suivant vers le sud-ouest la ligne nord-ouest de la concession Nord-Ouest de la Rivière Jaune jusqu'à la ligne de séparation entre les lots Numéros mille trois cent trois (1303) et mille trois cent deux "A" (1302) "A"); puis vers le sud-est, par ladite ligne de séparation jusqu'à la

es of section 2 of chapter 308 of the Revised Statutes of Quebec, 1941 (Parish and Fabrique Act) in and for the Roman Catholic Diocese of Quebec, in Our Province of Quebec, has, under authority of the said Statute, transmitted to the Lieutenant-Governor in Council, the decree of the Ecclesiastical Authority of the said diocese, bearing date the 18th day of October, 1946, erecting into a canonical parish the territory hereinafter described, under the name of the parish of Sainte-Françoise-Cabrini, in the county of Quebec;

WHEREAS the secretary of the said commissioners has, moreover, transmitted a certificate attesting that after the publication of the said decree and of the required notices, in conformity with the provisions of the said statutes, there has been filed at this office, within the delay granted by law, no opposition to the acknowledgment of said canonical decree, for civil purposes;

THEREFORE, with the consent and advice of Our Executive Council, expressed in an order dated July 3, 1947, We have confirmed, established and acknowledged the limits and boundaries assigned by the said canonical decree to the parish of Ste-Françoise-Cabrini, as follows, to wit:

All that northwest part of Notre-Dame des Laurentides comprising lots numbers eight hundred and eighty-nine (889) to nine hundred and eighty-one (981); one thousand two hundred and seventy-four (1274) to one thousand two hundred and ninety-eight (1298); one thousand three hundred one thousand three hundred and one, one thousand three hundred and two (1300, 1301, 1302); one thousand three hundred and nine to one thousand five hundred and twenty-one "N" (1309 to 1521 "N"). The said territory being bounded as follows, to wit:

Starting from the northeast corner of lot number one thousand two hundred and ninety-eight (1298) of the seventh concession of "Montagne Saint-Charles", by the northeast limit of the said lot by the southeast line of the said seventh concession as far as the south corner of lot number one thousand two hundred and seventy-four (1274); then by the southwest line of said lot as far as the northwest bank of the Saint Charles River, and, in a general southwesterly direction, along the said bank, up to the south corner of lot number one thousand three hundred and twenty-eight (1328); thence, northwestward, by the northeast line of the second concession of Saint-Barthélemi as far as the southeast line of lot number nine hundred and eighty-one (981); and following this said line to its southwest extremity at a public road, and, towards the northwest, by the northeast alignment of the said public road to the southeast line of lot number seven hundred and seventy-nine (779); thence, by the said line as far as the line between the Saint-Raphaël concession and the third concession of Saint-Barthélemi, thence, northwestward, following the line between the two said concessions as far as the southeast line of the parish of Saint-Gabriel de Valcartier, and by this latter line, as far as the northeast line of the same parish; thence, by the said northeast line of the said parish as far as the west corner of lot number one thousand five hundred and twenty-one "N" (1521 "N") of the concession northwest of the Lake; thence, northeastward, by the northwest line of said lot, and southwestward, by the northeast limits of the concessions northwest of the Lake and northeast of the Lake as far as the southeast corner of lot number one thousand three hundred and nine (1309); thence, southwestward following the northwest line of the concession northwest

rive de la Rivière Jaune; de là, par la dite rive vers l'ouest jusqu'à la ligne de séparation entre les lots Numéros mille deux cent quatre-vingt-dix-neuf (1299) et mille trois cent (1300) de la concession Sud-Est de la Rivière Jaune; puis par ladite ligne vers le sud-est et vers le nord-est, par la ligne nord-ouest de la septième concession de la Montagne Saint-Charles jusqu'à l'angle nord-est du lot mille deux cent quatre-vingt-dix-huit (1298), point de départ.

Et Nous avons ordonné et déclaré et par les présentes ordonnons et déclarons, que la paroisse de Sainte-Françoise-Cabrini, dans le comté de Québec, décrite comme susdit, sera une paroisse pour toutes les fins civiles, en conformité des dispositions des dits statuts.

DE TOUT CE QUE DESSUS, tous Nos fœux sujets et tous autres que les présentes peuvent concerner sont requis du prendre connaissance et de se conduire en conséquence.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes lettres patentes et sur icelles apposer le grand sceau de Notre Province de Québec;

TÉMOIN: Notre très fidèle et bien-aimé Le Major-Général l'honorable Sir EUGÈNE-MARIE-JOSEPH Fiset, Kt., C.M.G., D.S.O., M.D., Lieutenant-Gouverneur de Notre dite province de Québec.

Donné en Notre hôtel du gouvernement, en Notre cité de Québec, de Notre Province de Québec, ce douzième jour de juillet en l'année mil neuf cent quarante-sept de l'ère chrétienne et de Notre règne la onzième année.

Par ordre,

Le Sous-secrétaire de la Province,

19910-0

JEAN BRUCHÉSI.

of the Rivière Jaune up to the division line between lots numbers one thousand three hundred and three (1303) and one thousand three hundred and two "A" (1302 "A"); thence, southeastward, by the said division line up to the bank of the Rivière Jaune; thence, by the said bank bearing west as far as the division line between lots numbers one thousand two hundred and ninety-nine (1299) and one thousand three hundred (1300) of the concession southeast of the Rivière Jaune; thence by the said line southeastward and north-eastward, by the northwest line of the seventh concession of "Montagne Saint-Charles" as far as the northeast corner of lot one thousand two hundred and ninety-eight (1298), the starting point.

And we have ordained and declared and do hereby ordain and declare, that the parish of Sainte-Françoise-Cabrini, in the county of Quebec, described as aforesaid, shall be a parish for all civil purposes, in conformity with the provisions of the said statutes.

OF ALL OF WHICH Our loving subjects and all others, whom these presents may concern, are hereby required to take notice and to govern themselves accordingly.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our Letters to be made Patent and the Great Seal of the Province of Quebec, to be hereunto affixed:

WITNESS: Our Right Trusty and Well Beloved Major General the Honourable Sir EUGÈNE-MARIE-JOSEPH FISET, Kt., C.M.G., D.S.O., M.D., Lieutenant-Governor of Our said Province of Quebec.

At Our Government House, in Our City of Quebec, in Our Province of Quebec, this Twelfth day of July, in the year of Our Lord nineteen hundred and forty seven, and the eleventh year of Our Reign.

By command.

JEAN BRUCHÉSI,

19910

Under Secretary of the Province.

Sièges sociaux

HURON MANUFACTURING COMPANY LIMITED

Avis est, par les présentes, donné que la compagnie Huron Manufacturing Company Limited, constituée en corporation par lettres patentes émises en vertu des dispositions de la Loi des compagnies de Québec en date du 6 décembre 1932, dont le siège social a été changé de la cité de Québec à la cité de Westmount, province de Québec conformément à l'article 84 de ladite Loi, a établi son siège social à 4026 ouest, rue Ste-Catherine, dans ladite cité de Westmount.

A compter de la date de cet avis ledit bureau sera considéré par la compagnie comme étant son siège social.

Daté à Westmount, P.Q., le 24 juillet 1947.

Le Président,

A. L. MAILMAN.

19911

Canada, province de Québec, district de Québec.

JEAN FORTIN INC.

Avis est, par les présentes, donné que la compagnie "Jean Fortin Inc.", constituée en corporation par Lettres Patentes accordées le 28ième jour de novembre 1946 et enrégistrées le 10ième

Head offices

HURON MANUFACTURING COMPANY LIMITED

Notice is hereby given that Huron Manufacturing Company Limited, incorporated by letters patent issued under the provisions of the Quebec Companies Act on the 6th day of December, 1932, whose head office was changed from the city of Quebec to the city of Westmount, province of Quebec, in accordance with section 84 of the said act, has established its head office at 4026 St. Catherine Street West, in the said city of Westmount.

From and after the date of this notice the said office shall be considered by the company as being the head office of the company.

Dated at Westmount, P.Q., this 24th day of July, 1947.

A. L. MAILMAN,

President.

19911-0

Canada, Province of Quebec, district of Quebec.

JEAN FORTIN INC.

Notice is hereby given that the company "Jean Fortin Inc.", incorporated by letters patent issued on the 28th day of November, 1946, and registered the 10th day of December, 1946, and hav-

jour de décembre 1946 et ayant son bureau principal dans la cité de Québec, a établi son bureau à Québec au numéro 77 rue de l'Église.

A compter de la date du présent avis, le dit bureau est considéré par la compagnie comme étant son principal bureau d'affaires.

Donné à Québec, ce 30 décembre 1946.

Le Secrétaire.

19925-o L. E. LANGIS GALIPEAULT.

ing its head office in the city of Quebec, has established its office in Quebec at No. 77 de l'Église Street.

From and after the date of the present notice, the said office shall be considered by the company as being its head office.

Given at Quebec, this 30th of December, 1946.

L. E. LANGIS GALIPEAULT,

19925

Secretary.

Soumissions

COMMISSION SCOLAIRE DE ROUYN

Avis public est, par les présentes, donné que des soumissions cachetées et endossées "Soumissions pour obligations" seront reçues par le sous-signé jusqu'à huit heures du soir, lundi, le dix-huitième jour d'août 1947, pour l'achat de \$160,000.00 (cent soixante mille dollars) d'obligations de la Commission scolaire de Rouyn, Qué., datées du 1er juillet 1947 et remboursées en séries, en vingt ans, conformément au tableau ci-dessous.

Le capital écherra en séries chaque année, et l'intérêt écherra semi-annuellement les premiers jours de janvier et de juillet de chaque année. Les dites obligations seront émises en coupures de \$100.00 (cent dollars) ou ses multiples.

Tableau de rachat — \$160,000.00 — 20 ans

Année	Rachat
*1948	\$ 13,500
*1949	13,900
*1950	14,300
*1951	14,700
1952	5,100
1953	5,300
1954	5,500
1955	5,600
1956	5,800
1957	6,000
1958	6,100
1959	6,300
1960	6,500
1961	6,700
1962	6,900
1963	7,100
1964	7,300
1965	7,600
1966	7,800
1967	8,000

*—Signifie l'inclusion de \$40,000.00 Oetroi du Gouvernement Provincial de Québec.

Lesdites obligations seront émises en vertu de l'autorité du chapitre 212, Statuts refondus de Québec, 1941, au pair, à toute date d'échéance d'intérêt; cependant si tel rachat est partiel, il affectera les échéances les plus éloignées et les numéros les plus élevés.

Chaque soumission doit être accompagnée d'un chèque accepté, égal à 1% du montant de l'emprunt et doit spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts accrus sur les obligations à la date de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une assemblée des commissaires d'écoles qui sera tenue le dix-huitième jour d'août 1947, à

Tenders

SCHOOL COMMISSION OF ROUYN

Public notice is hereby given that sealed tenders and endorsed, "Tenders for Bonds" will be received by the undersigned up to eight o'clock in the evening of Monday the 18th day of August 1947, for the purchase of \$160,000.00 (one hundred and sixty thousand dollars) bonds of the School Commission of Rouyn, dated from the 1st day of July 1947 and redeemable serially in twenty years, in accordance with the table given below.

Capital will mature serially each year, and interest will mature semi-annually on the 1st days of January and July, each year. The said bonds will be issued in the denominations of \$100.00 (one hundred dollars) or multiples thereof.

Table of Redemption—\$160,000.00—20 years.

Year	Capital
*1948	\$ 13,500
*1949	13,900
*1950	14,300
*1951	14,700
1952	5,100
1953	5,300
1954	5,500
1955	5,600
1956	5,800
1957	6,000
1958	6,100
1959	6,300
1960	6,500
1961	6,700
1962	6,900
1963	7,100
1964	7,300
1965	7,600
1966	7,800
1967	8,000

*—Denotes inclusion of \$40,000.00 Quebec Provincial Government Grant.

The saids bonds will be issued under authority of Chapter 212, Revised Statutes of Quebec, 1941, and will be subject to redemption by anticipation, in whole or in part, at par, on any interest maturity date; however in case of partial redemption, the bonds to be redeemed will be called for payment in reverse order of maturity, and serial number.

Each tender must be accompanied by an accepted cheque equal to 1% of the amount of the loan and must specify whether the price offered includes or does not include accrued interest on bonds to the date of their delivery.

Tenders will be opened and considered at a meeting of the School Commissioners to be held on the 18th day of August 1947, at eight o'clock

huit heures du soir à l'école St-Michel, Rouyn, Qué.

La Commission scolaire se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Daté à Rouyn, Qué., ce vingt-cinquième jour de juillet 1947.

Le Secrétaire-trésorier,
MOZART RIOUX.
19912-0

in the evening at St-Michael School, Rouyn, Que.

The School Commission does not bind themselves to accept the highest nor any of the tenders.

Dated at Rouyn, Que., this 25th day of July 1947.

MOZART RIOUX,
Secretary-Treasurer.
19912-0

VENTES PAR SHÉRIFS

AVIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HÉRITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs, tels que mentionnés plus bas.

ABITIBI

Canada, Province de Québec,
District de Roberval

Cour Supérieure } SIFROID DESJARDINS,
N° 11198. } marchand de Péribonka,
district de Roberval, vs JOSEPH FORTIN, au-
trefois de Péribonka, Aujourd'hui de Val Paradis
Canton Rousseau, district d'Abitibi à savoir:

Les droits acquis sur le lot numéro quatre (4) du rang huit (8) du cadastre officiel du canton Rousseau avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de Val Paradis, district d'Abitibi, le SAMEDI SIX de SEPTEMBRE prochain à QUATRE heures après-midi, heure solaire.

Le Shérif,
Bureau du Shérif, FERDINAND GERVAIS.
Amos, 29 juillet 1947. 19926-31-2-0
[Première insertion, 2 août 1947]

ARTHABASKA

Fieri Facias de Bonis et de Terris
Cour Supérieure, district d'Arthabaska

Arthabaska, à savoir: } JACK RAMSAY, culti-
N° 4974 } vateur de la ville
d'Arthabaska, demandeur; vs OSCAR FIL-
TEAU, de la ville d'Arthabaska, défendeur.

Comme appartenant au défendeur:

1. Un terrain ou emplacement situé du côté sud-ouest de la rue de la Cour, dans la ville d'Arthabaska, contenant soixante pieds de front sur cent quarante pieds de profondeur, le tout plus ou moins, connu et désigné au cadastre officiel du village d'Arthabaskaville sous le numéro cent soixante et un (161), prenant en front au nord-est à la rue, au sud-est à Willie Michaud, au sud-ouest au terrain ci-après décrit et au nord-ouest à la rue ou ruelle divisant ce terrain de celui de Gilles Verville, avec bâtisses dessus construites.

2. Un terrain connu et désigné au dit cadastre comme faisant partie du numéro cent cinquante et un (151), contenant cinquante pieds de largeur sur vingt-six pieds de profondeur, borné au nord-est au terrain ci-dessus décrit, au sud-est à Willie Michaud, au nord-ouest et au sud-ouest à Xavier Ratté, avec hangar;

3. Un petit morceau de terre nommé ruelle, connu et désigné au dit cadastre sous le numéro cent soixante et deux (162), qu'il y a entre l'emplacement de Gilles Verville, et celui qui est ici décrit en premier lieu, prenant d'un bout à la rue de la Cour et de l'autre bout à Xavier Ratté;

SHERIFFS' SALES

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LAND and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

ABITIBI

Canada, Province of Quebec
District of Roberval

Superior Court, } SIFROID DESJARDINS,
No. 11198. } merchant, of Peribonka,
district of Roberval; vs JOSEPH FORTIN,
heretofore of Peribonka, now of Val Paradis
Township Rousseau, district of Abitibi, to wit:

The rights acquired on lot number four (4) of range eight (8), of the official cadastre for the township Rousseau — with buildings thereon erected, circumstances and dependencies

To be sold, at the parochial church door of Val Paradis, district of Abitibi on SATURDAY, the SIXTH of SEPTEMBER next, at FOUR o'clock in the afternoon (Standard Time).

FERDINAND GERVAIS,
Sheriff's Office, Sheriff.
Amos, July 29, 1947. 19926-31-2
[First insertion, August 2, 1947]

ARTHABASKA

Fieri Facias de Bonis et de Terris
Superior Court, district of Arthabaska

Arthabaska, to wit: } JACK RAMSAY, farmer,
No. 4974 } of the town of Artha-
baska, plaintiff; vs OSCAR FILTEAU, of the
town of Arthabaska, defendant.

As belonging to the defendant:

1. A lot of land or emplacement situate on the southwest side of la Cour street, in the town of Arthabaska, measuring sixty feet in front by one hundred and forty feet in depth, the whole more or less, known and designated on the official cadastre for the village of Arthabaskaville as number one hundred and sixty-one (161), bounded in front on the northeast by the street, on the southeast by Willie Michaud, on the southwest by the lot of land hereinafter described and on the northwest by the street or lane dividing this lot of land from that of Gilles Verville, with buildings thereon erected.

2. A lot of land known and designated on the said cadastre as forming part of number one hundred and fifty one (151), measuring fifty feet in width by twenty-six feet in depth, bounded on the northeast by the lot of land above described on the southeast by Willie Michaud, on the northwest and southwest by Xavier Ratté, with a shed;

3. A small parcel of land known as a lane, known and designated on the said cadastre as number one hundred and sixty-two (162), which lies between the emplacement of Gilles Verville and that which is above firstly described, bounded at one end by de la Cour street and at the other

avec réserve pour Albert Couture et ses successeurs du droit de vue et d'avoir des chassis ou ouvertures du côté de la ruelle, et aussi du droit de passage à pieds ou en voiture et pour ses animaux, pour communiquer de la rue au terrain en arrière; avec réserve aussi pour Gilles Verville et Xavier Ratté et leurs successeurs du droit de passage qu'ils ont dans la ruelle, suivant les conditions du contrat; et avec les autres réserves contenues dans le contrat de vente au présent débiteur.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de St-Christophe, dans la ville d'Arthabaska, comté d'Arthabaska, le TROISIÈME jour de SEPTEMBRE 1947, à DEUX heures de l'après-midi, (heure avancée).

Le Shérif,
Bureau du Shérif, MAURICE MAHEU.
Arthabaska, 29 juillet 1947. 19919-31-2-0
[Première insertion, 2 août 1947]

BEAUHARNOIS

Fieri Facias de Bonis et de Terris
Cour Supérieure de Montréal

N° 94943 { SAMUEL PARÉ, contracteur, de
la cité de Montréal, est demandeur, et dame FABIOLA BOULANGER, de Ormstown, comté de Châteauguay, district de Beauharnois, défenderesse.

Saisi comme appartenant à la défenderesse.

Re: lot 278 Saint-Malachie d'Ormstown.

"Ce certain lot, portion ou parcelle de terre, connu et désigné sous le N° deux cent soixante-dix-huit aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Saint-Malachie d'Ormstown, en ladite province de Québec, avec bâtisses sus-érigées.

Re: lot N° 62-2 Saint-Malachie d'Ormstown.

Une petite portion de terre sise au village d'Ormstown, dans le comté de Châteauguay, comprenant une partie de la subdivision deux du lot connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels de ladite paroisse de Saint-Malachie d'Ormstown, comme étant le lot N° 62 (soixante-deux), contenant quatre-vingt-huit pieds de largeur, en front; deux cent seize pieds de largeur en arrière, par cent-deux pieds de profondeur, telle que bornée à l'ouest par une rue dénommée "Green Avenue", à l'est, par une partie dudit lot, propriété de Robert Cains, au nord, par une partie dudit lot appartenant à S. Cooper, et au sud, par la rivière Châteauguay, avec une résidence, un hangar, une grange et écurie dessus érigés; toutes les appartenances sus-érigées et y appartenant."

Re: lot N° 62-97 Saint-Malachie d'Ormstown.

"Un terrain situé au village d'Ormstown, connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Saint-Malachie de (Châteauguay), comme étant la moitié du N° quatre-vingt-dix-sept, moitié sud-est de la subdivision du N° soixante-deux (62½ S.E. 97) mesurant, ladite sud-est, trente pieds de largeur par quatre-vingt-dix pieds de profondeur, et bornée, ladite moitié au front par une rue dénommée "Broadway Avenue", et connue sous le N° 62-94 de ladite subdivision, au nord-est en arrière, au sud-ouest par le N° 62-102, ou moitié sud-est, dudit numéro propriété de Samuel Cottingham, d'un côté au sud-est partie par le N° 62-98, à l'avant, propriété de dame Helps, et partie à l'arrière par le N° 62-100, propriété de John S. Rutheford, et, de l'autre côté, au nord-ouest, par la partie nord-ouest dudit lot

end by Xavier Ratté; with reserve for Albert Couture and his successors of right of view and to have windows or openings on the side of the lane, and also right of way on foot and with vehicle and for his animals, to communicate from the street to the lot of land in rear; with reserve also for Gilles Verville and Xavier Ratté and their successors, of the right of way which they have in the lane, according to the conditions of the contract; and with the other reserves contained in the contract of sale to the present debtor.

To be sold, at the church door of the parish of St-Christophe, in the town of Arthabaska, county of Arthabaska, on the THIRD day of SEPTEMBER, 1947, at TWO o'clock in the afternoon (Daylight Saving Time).

MAURICE MAHEU,
Sheriff's Office, Sheriff.
Arthabaska, July 29, 1947. 19919-31-2
[First insertion, August 2, 1947.]

BEAUHARNOIS

Fieri Facias de Bonis et de Terris
Superior Court of Montreal

No. 94943 { SAMUEL PARÉ, contractor, of
the city of Montreal, plaintiff; and dame FABIOLA BOULANGER, of Ormstown, county of Châteauguay, district of Beauharnois, defendant.

Seized as belonging to the defendant:

Re: lot 278 Saint-Malachie d'Ormstown.

"That certain lot, piece or parcel of land known and designated as lot No. two hundred and seventy-eight on the official plan and book of reference of the parish of Saint-Malachie d'Ormstown, in the said Province of Quebec, with the buildings thereon erected.

Re: lot No. 62-2 Saint-Malachie d'Ormstown.

A small parcel of land lying in the said village of Ormstown, in the county of Châteauguay, composed of part of subdivision two of that lot known and designated on the official plan and book of reference of the said parish of Saint-Malachie d'Ormstown, as lot No. 62 (sixty-two), containing eighty-eight feet, in width, in front; two hundred and sixteen feet in width in rear, by one hundred and two feet in depth, such as bounded to the West by a Street known as Green Avenue, to the East, by part of said lot owned by Robert Cains, to the North, by part of said lot belonging to S. Cooper, and to the South by the Châteauguay River, with a dwelling house, a wood-shed, a barn and a stable thereon erected; all appartenances thereon and thereto belonging."

Re: lot No. 62-97 Saint-Malachie d'Ormstown.

"A lot of land situate in the village of Ormstown, known and designated on the official plan and in the book of reference for the parish of Saint-Malachie of (Châteauguay), as being the half of number ninety-seven, southeast half of the subdivision of number sixty-two (S.E. ½ 62-97) measuring, the said southeast half, thirty feet in width by ninety feet in depth, and bounded, the said half, in front by a street called "Broadway Avenue", and known as No. 62-94 of the said subdivision, on the northeast in rear, on the southwest by No. 62-102 or southeast half of said number, the property of Samuel Cottingham, on one side to the southeast partly by No. 62-98, in front, the property of Dame Helps, and partly by No. 62-100, in rear, the property of John S. Rutheford, and, on the other side, to the northwest, by the northwest part of

N° 62-97, appartenant au Club de Boulingrin."

Pour être vendu (séparément) à la porte de l'église paroissiale de la paroisse de Saint-Malachie d'Ormstown, district de Beauharnois, MERCREDI le TROISIÈME jour du mois de SEPTEMBRE, à DIX heures de l'avant-midi, heure avancée.

Le Shérif,
P. H. REID.

Bureau du Shérif,
Salaberry de Valleyfield, ce 29ième jour de
juillet 1947. 19930-31-2-o
[Première insertion, 2 août 1947]

said lot No. 62-97, belonging to the lawn-bowling Club (Club de Boulingrin)."

To be sold (separately) at the parochial church door of the parish of Saint-Malachie d'Ormstown, district of Beauharnois, on WEDNESDAY, the THIRD day of the month of SEPTEMBER, at TEN o'clock in the forenoon (Daylight Saving Time).

P. H. REID,
Sheriff.

Sheriff's Office,
Salaberry de Valleyfield, this 29th day of
July, 1947. 19930-31-2-o
First insertion, August 2, 1947]

HULL

Cour de Circuit, — District de Montréal.

No. 81882 { CLÉMENT E. LEBLANC et
ROGER GARIEPY, de Mont-
réal, marchands, faisant affaires sous la raison
sociale de LEBLANC et GARIEPY et NESSIE
SEGAL, comptable de Montréal, fille majeure,
cessionnaire du paiement, dette et frais, deman-
deurs, vs H. MORRISON, autrefois de Montréal
et maintenant de Vinoy, Comté de Papineau,
district de Hull, défendeur.

Un emplacement dans ledit comté de Papineau, étant et comprenant une partie du lot numéro quinze et une partie du lot numéro seize (Ptie 15 et 16), tous deux du rang "A" aux plan et livre de renvoi officiels du Canton de Suffolk, dans ledit comté, tel emplacement comprenant toute la superficie contenue dans les bornes suivantes, savoir: au nord et à l'est par la ligne de division dudit canton de Suffolk, au sud par Notre-Dame de la Paix, et à l'ouest par le résidu de chacun des lots numéros quinze et seize.

Pour être vendu au bureau d'Enregistrement à Papineauville le QUINZE AOUT prochain, à DEUX heures (heure solaire) de l'après-midi.

Le Shérif,
I. St-PIERRE.

19758-28-2-o
[Première insertion, 12 juillet 1947]

HULL

Circuit Court — District of Montreal

No. 81882 { CLÉMENT E. LEBLANC and
ROGER GARIEPY, of Mont-
real, merchants, carrying on business under the
firm name of LEBLANC et GARIEPY, and
NESSIE SEGAL, accountant of Montreal, spin-
ster, assignee of payment, debt and costs, plain-
tiffs; vs H. MORRISON, heretofore of Mont-
real, and now of Vinoy, county of Papineau,
district of Hull, defendant.

An emplacement in the said County of Papineau, being and composed of a part of lot number fifteen and of a part of lot number sixteen (Pt. n 15 and 16), both of range "A" on the official Plan, and Book of reference of the Township of Suffolk in the said County, the said emplacement comprising all the area contained within the following boundaries, to wit; to the North and to the East by the division line of the said Township of Suffolk, to the South by Notre-Dame de la Paix, and to the West by the residue of each of said lots numbers Fifteen and Sixteen.

To be sold, at the Registry Office at Papineauville, on the FIFTEENTH of AUGUST next, at TWO o'clock in the afternoon (Standard Time).

I. St PIERRE,
Sheriff.

19758-28-2-o
[First insertion, July 12, 1947]

MONTREAL

Fieri Facias de Bonis et de Terris
C. S. District de Montréal

Montréal, à savoir { GEORGE-M. WILSON,
N° 252209 demandeur; vs AR-
NOLD BACON ELDER, défendeur.

Un emplacement ayant front sur la Trente-quatrième Avenue en la cité de Lachine, mesurant trente pieds de largeur sur cent pieds de profondeur, contenant une superficie de trois mille pieds carrés et étant composé:

A) De la subdivision deux cent du lot numéro cent quatre-vingt-quatre (184-200) aux plan et livre de renvoi officiels de la cité de Lachine, mesurant vingt-cinq pieds de largeur sur cent pieds de profondeur, contenant une superficie de deux mille cinq cents pieds carrés, et

B) De la partie sud-est de la subdivision deux cent un dudit lot numéro cent-quatre-vingt-quatre (184-201) aux dits plan et livre de renvoi officiels, cette portion mesurant cinq pieds de largeur sur cent pieds de profondeur, contenant une superficie de cinq cents pieds carrés et étant borné comme suit: En front par la Trente-quatrième Avenue, en arrière par une ruelle, étant la subdivision deux cent-seize dudit lot (184-216), d'un côté, au nord-ouest, par le résidu de ladite sub-

MONTREAL

Fieri Facias de Bonis et de Terris
S. C. District of Montreal

Montreal to wit: { GEORGE M. WILSON,
No. 252209 Plaintiff, vs ARNOLD
BACON ELDER, Defendant.

An emplacement fronting on Thirty-fourth Avenue in the City of Lachine measuring Thirty feet in width by One hundred feet in depth having an area on Three thousand square feet and being composed of:

A) Subdivision two hundred of lot number one hundred and eighty four (184-200) on the official Plan and Book of Reference of the Town of Lachine measuring twenty-five feet in width by one hundred feet in depth having an area of Two thousand five hundred square feet, and of

B) The south-easterly portion of Subdivision Two hundred and one of the said lot number one hundred and eighty-four (184-201) on the said Official Plan and Book of Reference, the said portion measuring five feet in width by one hundred feet in depth having an area of Five hundred square feet and being bounded as follows: In front by Thirty-fourth Avenue in rear by a lane being Subdivision Two hundred and sixteen of the said lot (184-216), on one side to the North-

division deux cent-un dudit lot (184-201) et de l'autre côté, au sud-est, par ladite subdivision deux cent dudit lot (184-200).

Avec la bâtisse dessus érigée portant le numéro civique 270 (autrefois 110) de ladite trente-quatrième Avenue, dont le mur nord-ouest est mitoyen. Avec droit de passage en commun avec d'autres y ayant droit dans la ruelle en arrière étant la subdivision deux cent-seize dudit lot numéro cent quatre-vingt-quatre (184-216). Ensemble avec droit de passage en voiture et avec animaux, en tout temps, en commun avec le propriétaire de l'emplacement avoisinant celui sus-décrié, sur le côté sud-est dans un passage ayant une largeur de huit pieds sur une profondeur de quatre-vingts pieds de la ligne de la Trente-quatrième Avenue, ledit passage étant composé de:

Une lisière de terre étant la partie sud-est de la subdivision deux cent, contenant une largeur de quatre pieds sur ladite profondeur de quatre-vingts pieds; et d'une lisière de terre d'une semblable largeur de quatre pieds, étant la partie nord-ouest de la subdivision cent quatre-vingt-dix-neuf dudit lot numéro cent quatre-vingt-quatre, et contenant une pareille profondeur de quatre-vingts pieds, le tout tel que décrit dans un acte passé entre Ferry Gardens Ltd., et Arnold B. Elder, et enregistré au bureau d'Enregistrement pour la division d'enregistrement de Montréal, sous le numéro 113090, avec droit de vue directe et de lumière dans et sur ledit passage, consenti en faveur de ladite propriété ci-dessus décrite en vertu d'un certain acte de Création de Servitude passé par George C. Shepherd devant Randolph H. Bridgman, notaire, le dix-neuvième jour du mois de mars, mil neuf cent vingt-six et enregistré au bureau d'enregistrement le vingt-cinquième jour de mars, mil neuf cent vingt-six, sous le numéro 107557.

Les mesures ci-dessus sont au pied anglais et plus ou moins:

Pour être vendu, à mon bureau, en la cité de Montréal, le QUATORZIÈME jour d'AOUT prochain, à DIX heures du matin.

Le Shérif,
Bureau du Shérif, L.-P. CAISSE.
Montréal, 9 juillet 1947. 19767-28-2
[Première insertion, 12 juillet 1947]

West by the remainder of the said Subdivision Two hundred and one of the said lot (184-201) and on the other side to the South-east by the said Subdivision Two hundred of the said lot (184-200).

With the building thereon erected bearing the Civic Number 270 (formerly 110) of the said Thirty-fourth Avenue, whereof the North-west wall is mitoyen. With the right of passage in common with others having rights therein in the lane in rear being Subdivision Two hundred and sixteen of the said lot Number one hundred and eighty-four (184-216) Together with the right of passage with vehicles and animals at all times in common with the proprietor of the emplacement adjoining that above described on the South-easterly side in a passageway containing a width of Eight feet by a depth of Eighty feet from the line of said Thirty-fourth Avenue the said passageway being composed of:

A strip of land being the South-easterly portion of said Subdivision Two hundred containing a width of Four feet by said depth of Eighty feet; and of a strip of land of a similar width of four feet being the North-westerly portion of Subdivision One hundred and ninety-nine of said lot number One hundred and eighty-four and containing a similar depth of Eighty feet the whole as set out in a deed executed between Ferry Gardens Ltd and Arnold B. Elder and registered in the Registry Office for the Registration Division of Montreal, under the number 113090 in over an upon which said passageway right of light and direct view was granted in favour of said property herein above described in virtue of a certain Deed of Creation of Servitude executed by George C. Shepherd before Randolph H. Bridgman, notary, on the Nineteenth day of March Nineteen Hundred and Twenty-six and registered in the said Registry Office on the Twenty-fifth day of March, Nineteen Hundred and Twenty-six under the Number 107,557.

All the above measurements are English Measure and more or less:

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the 14th. day of AUGUST next, at TEN o'clock in the forenoon.

L. P. CAISSE,
Sheriff's Office, Sheriff.
Montreal, July 9th, 1947. 19767-28-2
[First insertion, July 12, 1947]

TÉMISCAMINGUE

Cour Supérieure — District de Témiscamingue No. R-566 { J. A. BOIVERT, épiciier, marchand de Rouyn, district d'Abitibi, demandeur vs GEORGES THIBAUT & al, journalier de Latulipe district de Témiscamingue, défendeurs.

Comme appartenant aux défendeurs.

Un emplacement de village, situé dans le village de Latulipe, comté de Témiscamingue, connu et désigné sous le N° partie du lot 22-1, dans le rang 7 Latulipe ainsi borné: à l'est par la propriété Bélanger, à l'ouest et au nord par la propriété de Charles Brassard et au sud par la rue principale du village de Latulipe; d'une grandeur d'environ 50 x 100 pieds plus ou moins ainsi que la maison et dépendances bâties sur cet emplacement.

Pour être vendue à la porte de l'église de la paroisse de Latulipe le 13 AOUT 1947 à DIX heures du matin.

Le Shérif,
Bureau du Shérif, JULES GRENIER.
Ville-Marie, le 3 juillet 1947. 19759-28-2
[Première insertion le 12 juillet 1947]

TÉMISCAMINGUE

Superior Court — District of Témiscamingue No. R-566 { J. A. BOIVERT, grocer-merchant, of Rouyn, district of Abitibi, plaintiff; vs GEORGES THIBAUT & al, laborer, of Latulipe, district of Témiscamingue, defendants.

As belonging to the defendants:

A village emplacement, situate in the village of Latulipe, county of Témiscamingue, known and designated as a part of lot No. 22-1, in range 7 of Latulipe, bounded as follows: on the east by the Bélanger property, on the west and north by the property of Charles Brassard and on the south by the main street of the village of Latulipe; measuring about 50x100 feet, more or less, with the house and dependencies thereon erected.

To be sold, at the church door of the parish of Latulipe, on the THIRTEENTH of AUGUST, 1947, at TEN o'clock of the forenoon.

JULES GRENIER,
Sheriff's Office, Sheriff.
Ville-Marie, July 3, 1947. 19759-28-2
[First insertion, July 12, 1947]

Député élu

Member Elected

BUREAU DU PRÉSIDENT GÉNÉRAL DES ÉLECTIONS

OFFICE OF THE CHIEF RETURNING-OFFICER

Je donne avis par les présentes que monsieur John Gillies Rennie, agent d'assurances, 1620, avenue des Cèdres, appartement 4-B, Montréal, a été élu député du collège électoral d'Huntingdon à l'Assemblée législative de Québec, en remplacement de monsieur Dennis James O'Connor, décédé.

Notice is hereby given that Mr. John Gillies Rennie, Insurance Agent, 1620, des Cèdres Avenue, Apartment 4-B, Montreal, has been returned to represent the electoral district of Huntingdon, in the Legislative Assembly of Quebec, in the place of Mr. Dennis James O'Connor, deceased.

Québec, le 2 août 1947.

Québec, August 2nd, 1947.

Le Président général des élections,
19932-o FRANÇOIS DROUIN.

FRANÇOIS DROUIN,
19932-o Chief Returning-Officer.

Index de la Gazette officielle
de Québec, N° 31

Index of the Quebec Official
Gazette, No. 31

ACTION EN SÉPARATION DE BIENS:

ACTION FOR SEPARATION AS TO PROPERTY:

Jolicœur vs Caron 1992

Jolicœur vs Caron 1992

ARRÊTÉS EN CONSEIL:

ORDERS IN COUNCIL:

1196, section "B" — Établissements
commerciaux de la cité et du canton
de Granby 1989
1196, section "C" — Industrie de la
construction dans la région de Hull 1990
1196, section "D" — Commerce de dé-
tail dans la cité de Chicoutimi 1990
1197 — Employés de la "Canadian Car
& Foundry Company Limited", usi-
nes Turcot et Dominion 1977

1196, part "B" — Commercial Estab-
lishments of the City and Township
of Granby 1989
1196, part "C" — Construction Indus-
try in the District of Hull 1990
1196, part "D" — Retail Trade in the
City of Chicoutimi 1990
1197 — Employees of the Canadian
Car & Foundry Company Limited,
Turcot and Dominion Works 1977

AVIS AUX INTÉRESSÉS:

NOTICE TO INTERESTED PARTIES:

AVIS DIVERS:

MISCELLANEOUS NOTICES:

Club de loisirs de Sherbrooke (Fonda-
tion) 1993
La Corporation de Plage Saint-Laurent
(Règlements) 1995
L'Association des Fonctionnaires de la
Province (Amendements) 1993
Les Produits Laitiers Mont St-Hilaire
Limitée — Mont St. Hilaire Dairy
Products Limited (Directeurs) 1995
L. O. Noël Inc. (Directeurs) 1993
North American Utilities Corporation
(Directeurs) 1995
Pontiac Footwear Ltd. (Directeurs) 1994
St. Anne Power Company (Barrages) 1994
St-Félicien, ville de (Changement de
date des élections) 1993
Syndicat de Construction de Mont-
Laurier (Formation) 1994
The Gould Cold Storage Co. (Direc-
teurs) 1995

Club de loisirs de Sherbrooke (Founda-
tion) 1993
La Corporation de Plage Saint-Laurent
(By-Laws) 1995
L'Association des Fonctionnaires de la
Province (Amendments) 1993
Les Produits Laitiers Mont St-Hilaire
Limitée — Mont St. Hilaire Dairy
Products Limited (Directeurs) 1995
L. O. Noël Inc. (Directeurs) 1993
North American Utilities Corporation
(Directors) 1995
Pontiac Footwear Ltd. (Directors) 1994
St. Anne Power Company (Dams) 1994
St-Félicien, town of (Change of date of
elections) 1993
Syndicat de Construction de Mont-
Laurier (Formation) 1994
The Gould Cold Storage Co. (Direc-
tors) 1995

CHARTES — ABANDON DE:

CHARTERS — SURRENDER OF:

Browman Realty Inc. 1996
H & T Realty Co. Ltd. 1996
La Compagnie de Construction Carnot
Limitée 1996
Lansdowne, Limited 1996
Les Entreprises Modernes Ltée 1996

Browman Realty Inc. 1996
H & T Realty Co. Ltd. 1996
La Compagnie de Construction Carnot
Limitée 1996
Lansdowne, Limited 1996
Les Entreprises Modernes Ltée 1996

DÉPARTEMENTS — AVIS DES:

DEPARTMENTAL NOTICES:

INSTRUCTION PUBLIQUE:

EDUCATION:

Roseville, munic. scolaire de 1996

Roseville, school munic. of 1996

TRAVAIL:

Comité conjoint de l'industrie de la fabrication du métal en feuille (Prélèvement).....	1997
Comité conjoint de l'industrie de la peinture (Prélèvement).....	1998
Comité paritaire de l'industrie de la construction des comtés de Roberval, Lac St-Jean, Chicoutimi et Charlevoix-Saguenay (Modification).....	1999

TRÉSOR:

Assurances:

The Locomotive Engineers Mutual Life and Accident Insurance Association.....	2000
--	------

VOIRIE:

St-Sulpice, munic. de.....	2000
----------------------------	------

DÉPUTÉ ÉLU:

Rennie, John Gillies.....	2000
---------------------------	------

EXAMEN DU BARREAU:

Québec: étude du droit.....	2001
-----------------------------	------

LETTRES PATENTES SUPPLÉMENTAIRES:

Alliance Investment Corporation of Canada.....	1974
Associated Distributors Co.....	1974
Everite Automotive Radiators Limited.....	1975
Garage Madore Limitée.....	1975
Grant-Mills Limited.....	1975
Hy Deckelbaum Ltd.....	1975
Intercity Airlines Company.....	1976
Laiterie Sanitaire, Limitée.....	1976
L. O. Roy Limitée.....	1976
Louvicourt Goldfield Corporation.....	1976
Salaison Mont-Laurier Limitée.....	1977
Westmount Holdings Ltd.....	1977

NOMINATIONS:

Diverses.....	2001
---------------	------

PROCLAMATION:

Concernant l'érection de la paroisse de Ste-Françoise-Cabrini.....	2002
--	------

SIÈGES SOCIAUX:

Huron Manufacturing Company Limited.....	2004
Jean Fortin Inc.....	2004

SOUSSIONS:

Commission scolaire de Rouyn.....	2005
-----------------------------------	------

VENTES PAR SHÉRIFS:

ABITIBI:

Desjardins vs Fortin.....	2006
---------------------------	------

ARTHABASKA:

Ramsay vs Filteau.....	2006
------------------------	------

BEAUHARNOIS:

Paré vs Boulanger.....	2007
------------------------	------

LABOUR:

Joint Committee of the Sheet Metal Fabricating Industry (Levy).....	1997
Joint Committee of the Paint Industry (Levy).....	1998
Parity Committee of the Construction Industry for the Counties of Roberval, Lake St. John, Chicoutimi and Charlevoix-Saguenay (Amendment).....	1999

TREASURY:

Insurance:

The Locomotive Engineers Mutual Life and Accident Insurance Association.....	2000
--	------

ROADS:

St-Sulpice, munic. of.....	2000
----------------------------	------

MEMBER ELECTED:

Rennie, John Gillies.....	2000
---------------------------	------

BAR EXAMINATION:

Quebec: study of law.....	2001
---------------------------	------

SUPPLEMENTARY LETTERS PATENT:

Alliance Investment Corporation of Canada.....	1974
Associated Distributors Co.....	1974
Everite Automotive Radiators Limited.....	1975
Garage Madore Limitée.....	1975
Grant-Mills Limited.....	1975
Hy Deckelbaum Ltd.....	1975
Intercity Airlines Company.....	1976
Laiterie Sanitaire, Limitée.....	1976
L. O. Roy Limitée.....	1976
Louvicourt Goldfield Corporation.....	1976
Salaison Mont-Laurier Limitée.....	1977
Westmount Holdings Ltd.....	1977

APPOINTMENTS:

Miscellaneous.....	2001
--------------------	------

PROCLAMATION:

Concerning the erection of the parish of Ste-Françoise-Cabrini.....	2002
---	------

HEAD OFFICES:

Huron Manufacturing Company Limited.....	2004
Jean Fortin Inc.....	2004

TENDERS:

School Commission of Rouyn.....	2005
---------------------------------	------

SHERIFFS' SALES:

ABITIBI:

Desjardins vs Fortin.....	2006
---------------------------	------

ARTHABASKA:

Ramsay vs Filteau.....	2006
------------------------	------

BEAUHARNOIS:

Paré vs Boulanger.....	2007
------------------------	------

HULL:

Leblanc *et al* vs Morrison..... 2008

MONTREAL:

Wilson vs Elder 2008

TÉMISCAMINGUE:

Boisvert vs Thibault 2009

19933-o

HULL:

Leblanc *et al* vs Morrison..... 2008

MONTREAL:

Wilson vs Elder..... 2008

TÉMISCAMINGUE:

Boisvert vs Thibault 2009

19933-o